

**Mémoire soumis à : Professeur Patrick Leblond**

Réalisé par : Marie-Christine Jacques

Numéro d'étudiant : 5007351

Pour le cours : API6999 F

23 Juillet 2013

# L'austérité et la crise européenne

---

Une analyse de l'austérité et de l'évolution des programmes d'ajustement en Grèce

## Résumé

La décision de mai 2010 concernant le plan de sauvetage de la Grèce, soit l'assistance financière sous conditions, fait en sorte qu'il y a un débat constant sur la nature et l'application des mesures de redressement. Cette analyse soutient la validité des mécanismes adoptés en examinant, dans un premier temps, le contexte économique de l'Union monétaire européenne, et dans un second, la qualité des alternatives à cette option. Cette recherche se concentre également sur l'évolution des programmes d'ajustement en Grèce, prouvant l'absence des resserrements des objectifs initiaux clamés dans les médias.

## **Table des matières**

<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>Contexte – situation en Grèce .....</b>	<b>3</b>
<b>Partie 1 : Le choix de l’austérité .....</b>	<b>7-17</b>
Le néolibéralisme en Europe.....	10
Politiques économiques néolibérales dans l’UME.....	15
Politiques fiscales pré-crise axées sur la discipline.....	13
Conclusion .....	17
<b>Partie 2 : Un nombre limité de possibilités .....</b>	<b>18-38</b>
Assistance financière en Grèce .....	19
Le débat sur les options possibles pour la dette grecque .....	23
Défaut de paiement .....	27
Défaut de paiement avec sortie de la zone .....	33
Conclusion .....	37
<b>Partie 3 : Programmes d’ajustement en Grèce .....</b>	<b>39-54</b>
Critique et débat sur l’application de l’austérité .....	40
Le premier programme d’ajustement économique .....	42
La première révision .....	42
Déficit gouvernemental.....	44
Flexibilité et ajustements aux dernières révisions du programme .....	47
Le deuxième programme d’ajustement économique .....	49
Conclusion sur l’évolution des programmes.....	53
<b>Conclusion .....</b>	<b>55</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>58-61</b>

## **Introduction**

Dans les débuts de la crise de la zone euro, un nombre impressionnant de politiciens et d'économistes ont critiqué sévèrement l'Union monétaire européenne (UME), soulignant que les inquiétudes émises lors de l'intégration de certains pays n'avaient pas été sans fondement<sup>1</sup>. De l'autre côté, une partie de la communauté internationale a continué à soutenir la vision euro, argumentant qu'il était faux d'affirmer que la zone monétaire était inadéquate pour les pays de l'UME, le projet ayant connu un franc succès dans les années qui ont suivi son inauguration. Selon ces derniers, la zone euro constituait une suite logique quant à l'intégration européenne<sup>2</sup>, et celle-ci avait été particulièrement favorable au niveau économique et politique pour les pays membres jusqu'aux événements de 2008. À ce jour, les débats et les discussions économiques à ce sujet sont loin d'être terminés, et ce par l'importance des répercussions économiques de la crise européenne. Lors des premières phases de la crise, la majorité des débats s'orientaient vers la structure de l'UME, aux critères de convergences et à la santé des finances publiques des pays avant leur intégration. Les débats sont désormais de plus en plus orientés vers un autre aspect de la zone monétaire, soit le choix des mesures qui ont été prises afin de remédier à la crise financière et leur méthode d'application. Avec une union monétaire aussi complexe et avec des membres dont les économies ont réagi de façon asymétrique aux changements des dernières années, force est d'admettre qu'il s'agit d'un casse-tête économique et politique des plus complexes qui soient.

---

<sup>1</sup> Mulhearn, C., *The Euro : Its Origins, Developments, and Prospects*, Cheltenham, 2008, p.4

<sup>2</sup> Mulhearn, C., *The Euro: Its Origins, Developments, and Prospects*, Cheltenham, 2008, p.5.

Avec la multitude d'actions entreprises par la Commission européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (le groupe étant connu sous le nom de Troïka), il devient intéressant de se pencher sur les méthodes d'interventions dans la zone euro lors de la crise économique européenne. L'un des cas les plus fascinants demeure celui de la Grèce, ce pays étant sous les feux des projecteurs sur la scène internationale depuis le début de l'automne 2009 de par sa situation critique et sa réponse face aux mécanismes décidés pour remédier à la situation. Alors que les dirigeants des États-Unis endossent pleinement le rôle de leur pays quant au déclenchement de la crise économique mondiale, il reste que les facteurs causant la continuation de celle-ci en Grèce sont d'un ordre plus global, le contexte économique initial de ce pays ayant déterminé l'ampleur des répercussions, et affectant par le fait même l'efficacité des mécanismes de redressements.<sup>3</sup>

Après avoir exploré le contexte dans lequel la Grèce s'est retrouvée après le déclenchement de la crise financière européenne, cette recherche va tenter d'examiner les sources de la solution apportée par l'Union européenne et sa Commission, soit des mécanismes d'austérité et de discipline fiscale. Cette analyse tentera de déterminer, à travers les politiques économiques et fiscales établies par l'UE avant la crise, en quoi le choix de l'austérité semble un choix valide pour la Troïka et la Grèce, ainsi que pour l'ensemble des pays membres de la zone euro. Dans un deuxième temps, il sera question de la validation du choix de l'austérité en procédant à une analyse des autres options possibles qui se sont offertes à la Grèce au moment que le pays s'est retrouvé coincé au

---

<sup>3</sup> Real Clear Politics [Portail web], Geithner, T., *Geithner's Speech to the Economic Club of Washington*, [En ligne], 2009, ([http://www.realclearpolitics.com/articles/2009/04/22/geithner\\_speech\\_to\\_the\\_economic\\_club\\_of\\_washington\\_96118.html](http://www.realclearpolitics.com/articles/2009/04/22/geithner_speech_to_the_economic_club_of_washington_96118.html) )

niveau du financement externe. Finalement, cette recherche analysera en détail les mesures d'austérités imposées à la Grèce depuis 2010, et ce à travers les programmes d'ajustements. Cette analyse tentera de déterminer s'il y a eu des ajustements favorables à la Grèce au fil des trimestres quant aux méthodes de redressement choisies, ou si c'est dernières ont été, comme souligné par de nombreuses critiques, rigides et solidifiés au cours du rétablissement des finances publiques de la Grèce.

### **Contexte - Situation en Grèce**

En ce qui concerne la Grèce, beaucoup de médias semblent parfois oublier la situation initiale de ce pays dans leurs critiques et analyses de la réaction de l'UME face à la crise européenne. Ces derniers blâment ainsi en surface les mécanismes entrepris par la Troïka alors que la situation économique initiale de la Grèce a déterminé en grande partie les actions entreprises par la suite. Avant que la Grèce soit touchée par les tourbillons de la crise, ce pays avait adopté l'euro comme monnaie nationale en janvier 2001<sup>4</sup>. À cette époque, l'adoption de l'euro semblait être une bonne décision pour le pays vu que ce dernier avec comme base économique le tourisme, soit un secteur pouvant être avantagé par le partage d'une monnaie avec des pays comme l'Allemagne, la France et les autres pays. En plus de faciliter les visites en Grèce, les compagnies et les banques ont également été attirées vers des investissements dans ce pays, car ce dernier partageait la même monnaie que ses deux grands confrères, l'Allemagne et la France. Cette vague de confiance a donc permis à la Grèce de bien performer au début des années 2000<sup>5</sup>. Après

---

<sup>4</sup> Banque de Grèce Euro système [Page web], *Drachma*, [En ligne], 2012, (<http://www.bankofgreece.gr/Pages/en/Euro/drachma.aspx>)

<sup>5</sup> European Union Center, *Euro and Greece explained*, Indiana University, [En ligne], 2011, (<http://www.indiana.edu/~eucenter/documents/Euro-and-Greece-Explained.pdf>), p.5.

l'intégration en 2001, le taux de croissance moyen a augmenté dans ce pays, en combinaison avec la préparation des Jeux Olympiques de 2004. De ce fait, il y eu amélioration du niveau de vie 10,5 %, calculable selon le produit intérieur brut (PIB) par capital en termes de standards de pouvoir d'achat, passant le 84,5 % en 1997 à 95 % en 2007.<sup>6</sup>

Ce n'est qu'en 2004 que la Commission européenne a découvert que le pays avait publié de fausses données quant à son déficit budgétaire, et ce pour la période de 1997 à 1999. Eurostat, dont la mission est de fournir des statistiques aux membres de l'Union européenne, a été blâmée pour son incapacité à sonner l'alarme sur la situation de la Grèce, les porte-paroles de la Commission européenne déclarant que la Grèce n'aurait pas été admise dans la zone euro si elle avait reçu ces résultats plus tôt<sup>7</sup>. Le déficit fiscal du pays en 1997 ne se situait pas à 4 %, mais était en réalité à 6,6 % du PIB, soit bien au-dessus de la limite imposée par l'Union européenne afin de joindre la zone euro. Le Pacte de Stabilité et Croissance (PSC) exigeait de ses membres un déficit gouvernemental en dessous de 3 % du PIB annuellement, ainsi qu'une dette nationale inférieure à 60 % du PIB, prévenant ainsi un défaut de paiement de dette publique du pays et que celui-ci n'affecte pas négativement les autres pays de la zone euro.

Malgré la croissance connue après l'intégration à l'UME, il n'y avait pas eu d'amélioration au niveau de la dette publique, celle-ci se méritant la deuxième position en

---

<sup>6</sup>Moschovis, G. & Servera, M., *External imbalances of the Greek economy: the role of fiscal and structural policies*, European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, 2009, Vol.5, No. 6, p.1.

<sup>7</sup>BCC News [Portail web], *Greece warned on false euro data*, [En ligne], 1 décembre 2004, (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/4058327.stm>)

termes de pourcentage du PIB dans l'Union européenne, avec 97,8% en 2008<sup>8</sup>. Le taux d'inflation a tenté d'être maîtrisé autour de cette période, et ce avec des politiques macro-économiques orientées vers la stabilisation des prix. Malgré sa diminution d'environ 2 % du PIB de 1995 à 2007, il restait que le taux en Grèce demeurait élevé en comparaison avec les autres membres de la zone euro. Cela a eu comme résultat négatif pour l'économie grecque, en créant une hausse des salaires dans le pays supérieure aux gains en productivité. Avec un coût de la main-d'œuvre élevé ainsi qu'un taux de productivité plus bas que ceux des autres membres de la zone euro, l'économie grecque s'est retrouvée au cours de cette période avec un niveau de compétitivité relative très faible.<sup>9</sup>

La détérioration de la balance du compte courant en Grèce a également continué pendant cette période, atteignant des taux alarmants de 14 % du PIB en 2007. Il y a donc eu un déséquilibre croissant entre les exportations et les importations, les importations connaissant une augmentation rapide. Un des facteurs expliquant la faiblesse des exportations en Grèce est que pendant cette période, ce pays a eu comme partenaires d'échange principaux les pays au nord de l'Afrique et en Turquie. Bien que ces derniers ont connu un haut taux de croissance pendant cette période, il reste que ces derniers sont de modeste taille en comparaison aux membres de l'euro. Un deuxième facteur aura été la perte de compétitivité en matière de taux de change à travers les échanges commerciaux avec ces pays, étant donné que certains de ces pays ont connu une dépréciation de leur monnaie en 2007-2008. L'adaptation à un niveau de compétitivité

---

<sup>8</sup> Moschovis, G. & Servera, M., *External imbalances of the Greek economy: the role of fiscal and structural policies*, European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, 2009, Vol.5, No. 6, p.1.

<sup>9</sup> Idem, p.1.

sur le marché aura été et demeure l'un des obstacles majeurs de la Grèce en termes d'exportation et de balance commerciale. La zone euro s'est donc retrouvée en début de la crise européenne avec un membre dont les finances publiques étaient mal en point malgré l'avertissement de correction en 2004. À cela s'ajoute à une augmentation des salaires en Grèce qui fut plus élevée que celle connue en Allemagne, ce qui a nuit à la productivité et la compétitivité de l'économie grecque. La seule façon de maintenir la croissance économique passait donc par des déficits fiscaux importants.

Étant donné la forte détérioration de la situation financière de la Grèce, la Troïka a apporté un appui financier au pays en mai 2010. L'objectif principal de cette aide est de supporter les efforts gouvernementaux de la Grèce pour rétablir la viabilité budgétaire. Cette viabilité, souvent décrite comme « soutenabilité de la dette », se définit comme la capacité du gouvernement à rembourser ses emprunts, incluant les frais d'intérêt qui s'y rattachent. Un second objectif de cette aide vise également l'implémentation de réformes structurelles, et ce afin d'améliorer le niveau de compétitivité de l'économie grecque. Ces mesures, selon la Commission européenne, serviront par la suite de base afin de promouvoir une croissance durable dans le pays<sup>10</sup>. Certains aspects de cette assistance financière seront analysés en détails lors de la troisième section de cette recherche, soit lors de l'évaluation des programmes d'ajustement en Grèce. Avant tout, il est primordial de déterminer les raisons de ce choix par la Grèce et la Troïka, tant au niveau des options possibles que par le contexte économique présent dans cette région au moment de la crise.

---

<sup>10</sup> European Commission, [Page web], *Financial assistance to Greece*, [en ligne], mai 2013, ([http://ec.europa.eu/economy\\_finance/assistance\\_eu\\_ms/greek\\_loan\\_facility/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/greek_loan_facility/index_en.htm))

## **Partie 1 - L'austérité : Une question de modèle économique**

L'évaluation de la validité du choix de l'austérité et la discipline budgétaire comme mécanisme d'intervention en Europe, et plus particulièrement en Grèce, requière une analyse du contexte économique présent en Europe lors de la prise de décision du sauvetage de l'économie grecque. Cette analyse est pertinente dans le sens qu'en déterminant la nature du modèle économique de l'UME ainsi que son efficacité, il est possible par la suite d'avoir une meilleure compréhension des origines de la solution à la crise. La perspective de cette analyse sur le choix de mesure de redressement en Grèce est en conformité avec l'un des principes clés d'une théorie en relations internationales, soit l'institutionnalisme historique. Selon cette approche, il est capital d'analyser le contexte existant dans une région afin de pouvoir comprendre la nature des choix qui ont été pris lors d'un évènement.<sup>11</sup> Certains auteurs comme Hall et Taylor affirment que ce type d'institutionnalisme conceptualise la relation entre les institutions et les individus de façon globale, et donc que la contribution du contexte économique est une composante importante, mais non unique, de la direction des politiques établies<sup>12</sup>. De ce fait, cette recherche propose que le contexte économique dans l'UME a joué un rôle important dans la prise des décisions pour le plan de sauvetage de la Grèce, et que celui-ci est en ligne directe avec les actions précédents les évènements de la crise. Cette hypothèse nous apporte donc une évaluation du modèle économique présent dans l'UME ainsi que les politiques économiques et fiscales après la crise, pour fins de comparaison. Il sera

---

<sup>11</sup> Ladi, S., *The Eurozone Crisis and Austerity Politics: A Trigger for Administrative Reform in Greece?*, Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe, London School of Economics and Political Science, avril 2012, p.7.

<sup>12</sup> Hall, P., et Taylor, R., *Political Science and the Three New Institutionalisms*, Political Science Department, Harvard University, Juin 1996, p.7.

question du cheminement décisionnel du plan de sauvetage en Grèce dans la deuxième partie de cette recherche, cette section d'analyse se concentrant sur le contexte économique de l'UME afin de mieux comprendre le choix de l'austérité et de la discipline fiscale soutenu par la Troïka.

### Le néolibéralisme en Europe

Le néolibéralisme est un modèle économique qui a fait ses preuves en Europe depuis les dernières décennies. Il s'agit désormais d'une force dominante au niveau sociopolitique de notre époque, et ce depuis le début des années 1980 alors que le keynésianisme, en vogue depuis la deuxième Guerre Mondiale, a été laissé de côté<sup>13</sup>. De nombreux évènements auront fait en sorte que ce modèle soit poussé de l'avant au niveau mondial, notamment en 1978 avec la réforme de la politique économique chinoise par Deng Xiaoping et en 1979 avec la nomination de Paul Volker à la Réserve Fédérale américaine et les changements apportés à la politique monétaire des États-Unis. Le point tournant concernant l'Europe et qui aura changé le fonctionnement de l'économie dans cette région a bien évidemment été l'entente du président américain Ronald Reagan et du premier ministre britannique Margaret Thatcher sur une nouvelle philosophie économique, soit une idéologie axée sur le libre-marché. S'en est suivi par la suite une

---

<sup>13</sup> Economics, [Page web], *John Maynard Keynes - Great Economists Series*, [En ligne], juillet 2008, (<http://econ.economicshelp.org/2008/07/john-maynard-keynes-great-economists.html>)

multitude de politiques axées dans ce sens en Europe, et ce même à travers les différents types de partis politiques chez les pays membres.<sup>14</sup>

Il est difficile de définir en quoi exactement les politiques publiques relèvent du néolibéralisme, étant donné qu'il n'existe pas de consensus sur sa définition exacte. La représentation du néolibéralisme a grandement variée dans le temps, les premiers textes sur cette pensée économique par des auteurs comme Milton Friedman, Friedrich Hayek et Walter Lippmann ont été, à maintes occasions, repris et critiqués<sup>15</sup>. Toutefois, il existe un certain consensus sur quelques caractéristiques concernant ce modèle économique. Le néolibéralisme part du principe selon lequel l'absence de pouvoir souverain dans les forces du marché favorise et crée des opportunités pour les états de mettre de l'avant leurs intérêts.<sup>16</sup> L'autorégulation des marchés est au cœur de cette théorie, tout comme la théorie dont elle découle, soit le libéralisme. L'allocation efficace des ressources est la fonction principale des politiques basées sur ce modèle, et celle-ci n'est atteignable qu'à travers les mécanismes de libre-marché<sup>17</sup>. L'intervention dans l'économie par des agents gouvernementaux a, par conséquent, un effet indésirable sur l'allocation des ressources, car ils entravent l'efficacité économique des forces du marché. Toutefois, le recours à un usage du pouvoir étatique afin d'imposer et de favoriser la régulation des marchés

---

<sup>14</sup> Real Political Economy, [Page web], *Neoliberalism and the Neoliberal Order – Regressive Economics on a Global Scale*, [En ligne], 12 juin 2012, (<http://www.realpoliticeconomy.com/an/2012/06/12/neoliberalism-and-the-neoliberal-order-regressive-economics-on-a-global-scale/>)

<sup>15</sup> Jones, D., *Masters of the Universe, Hayek, Friedman, and the birth of Neoliberal politics*, Princeton University Press, Princeton, 2012, p.11.

<sup>16</sup> Jervis, R., *Realism, Neoliberalism, and Cooperation, Understanding the debate*, International Security, Vol. 24 (1), p.43. [<http://www.pols.boun.edu.tr/uploads%5Cfiles%5C632.pdf>]

<sup>17</sup> Ronaldo, M., *Neoliberalism and Politics, and the Politics of Neoliberalism, A Critical Reader*. London: Pluto Press., 2005, p.66.

financiers est essentiel dans certains cas, cette caractéristique étant une base commune à la majorité des politiques néolibérales<sup>18</sup>.

Bien que les définitions des auteurs néolibéraux semblent, plus souvent qu'autrement, très vagues et difficiles à regrouper sous une même bannière, il reste qu'en pratique les objectifs sont plus que concrets.<sup>19</sup> Les concepts clefs sont d'assurer la stabilité monétaire et fiscale et la croissance économique, et ce à travers le postulat que l'obtention de l'optimal économique provient d'une réglementation allégée et des marchés flexibles, le marché du travail, et ce jumelé à des impôts peu élevés et des dépenses publiques faibles.<sup>20</sup>

### Politiques économiques néolibérales dans l'UME

Ainsi donc, avec la tendance néolibérale en place depuis quelques temps en Europe, il devient pertinent de se demander si les ententes au niveau économique qui ont été fixées par les dirigeants de l'UME reflètent ce modèle économique. Comme mentionné précédemment, il est ardu d'évaluer si une politique ou un ensemble de politiques relèvent uniquement de modèle économique. Toutefois, en évaluant les

---

<sup>18</sup> Saad-Filho, A. et Johnston, D., *Neoliberalism: A Critical Reader*, Pluto, London, 2004, p.12.

Note : Théoriquement, en présence d'une société marchande idéale, l'intervention étatique n'est pas requise. Toutefois, il survient parfois des problèmes d'ordre technique qui pourront être résolues que par l'État. Ces problèmes sont dus aux imperfections de marché, ou bien à la nature de certains biens faisant qu'ils ne peuvent donner lieu à une production marchande privée. Il est à noter que ces imperfections ne doivent cependant pas être systématiquement gérées par l'État, une intervention privée étant toujours préférée à une intervention publique dans le cadre du modèle néolibéral.

<sup>19</sup> Jobert, B., *Le tournant néolibéral en Europe*, Politix, 1996, Vol 9 (34), p.238.

Note : Afin de prouver cette caractéristique du néolibéralisme, l'auteur Jobert a réalisé un projet académique incluant la participation de neuf auteurs néolibéraux (Théret, Hayward, Regoni, Lehbruch, etc.) provenant de différents pays d'Europe, et ce pour fins de comparaisons entre les différentes opinions de ces spécialistes sur les politiques économiques entre 1980 et 1990 en Europe. Selon un consensus préalable sur les objectifs à atteindre à travers les politiques néolibérales, ces derniers sont parvenus à des conclusions très différentes quant à l'application du modèle économique (i.e politiques explicites et radicales pour un auteur, changements progressifs mais profonds pour un autre).

<sup>20</sup> Callinicos, A., *Contradictions of austerity*, Cambridge Journal of Economics, 2012, p. 67.

politiques économiques et fiscales cours des dernières années dans l'UME ainsi que les conditions qui y sont rattachées, il est possible d'avoir une idée claire sur les orientations de ces dernières, validant ainsi une partie de l'hypothèse de continuité logique établie dans cette section de recherche.

Un ensemble important de politiques économiques dans l'UEM ont été implémentées suite à la création en 1997 par le Conseil européen du Pacte de stabilité et croissance (PCS). Des réformes économiques incluant les biens, capitaux et le marché du travail ont visé à enlever les barrières entre les États, augmentant ainsi la flexibilité des ces trois éléments. Par exemple, la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, établi en mars 2000 et englobant les membres de l'UE, a apporté une lumière sur certaines priorités afin que celles-ci soient atteignables et réalisables à court terme. L'un des objectifs a été de promouvoir la flexibilité dans le marché du travail en enlevant les barrières à la compétition, et ce afin de favoriser le développement durable et de faire de l'Union Européenne une région intéressante et attirante pour l'investissement<sup>21</sup>. De par les recommandations de cette stratégie, il est possible de dénoter une approche néolibérale dans l'atteinte de l'objectif de flexibilité de la main d'œuvre dans l'UME.<sup>22</sup> Comme tel, la flexibilité au niveau du marché du travail n'est pas un objectif propre à ce modèle économique, le libéralisme étant par exemple un modèle soutenant également l'importance positive de la souplesse de la main d'œuvre dans une économie. Toutefois, la Stratégie de Lisbonne pour cet enjeu relève du néolibéralisme de par son application,

---

<sup>21</sup>European Central Bank [Page web], *Economic Policy*, [en ligne], 2013, (<http://www.ecb.int/mopo/eaec/ecopolicy/html/index.en.html>)

<sup>22</sup> Serban, R., *The EU labour market – between interventionism and neo liberalism*, Romanian Economic Journal, Juin 2007, p.83.

celle-ci soutenant des réformes visant l'abolition des barrières entre les pays pour favoriser la flexibilité de la main d'œuvre.<sup>23</sup> Alors que le néolibéralisme appuie ce type d'approche jumelée à une faible intervention étatique pour l'éducation<sup>24</sup>, le modèle économique du libéralisme suggère quant à lui des mesures axées majoritairement sur l'intervention de l'État. Il est donc possible de conclure que, en ce qui concerne cet objectif de la Stratégie de Lisbonne, l'UME favorise une approche axée vers le néolibéralisme, et ce même lors du renouvellement des priorités en 2005.<sup>25</sup> De plus, la Commission européenne a affirmé en 2010 qu'avant que la crise européenne ne renverse la situation, il y avait des preuves tangibles que la Stratégie de Lisbonne faisait son œuvre et que la croissance et la création d'emplois étaient à la hausse, avec une diminution du taux de chômage à travers l'Union européenne.<sup>26</sup> Ainsi, il est possible de percevoir, même après le déclenchement de la crise européenne, un soutien constant envers cette méthode d'application, soit de nature néolibérale, en ce qui concerne l'objectif de flexibilité de la main d'œuvre. Il en va de même pour les autres priorités clés de la Stratégie de Lisbonne, la tendance néolibérale étant distinguable non pas uniquement au niveau des types d'objectifs mais bien dans l'approche utilisés pour y parvenir. Ces objectifs consistent à augmenter l'innovation dans le marché du travail, promouvoir le développement durable et, surtout, faire de l'Union Européenne une région intéressante et

---

<sup>23</sup> European Central Bank [Page web], *Economic Policy*, [en ligne], 2013, (<http://www.ecb.int/mopo/eaec/ecopolicy/html/index.en.html>)

<sup>24</sup> Note : Il est important de noter que du point de vue néolibéralisme, les interventions étatiques se limitent à des éléments clés pour la croissance, soit l'éducation, services de santé, etc. Il s'agit des exceptions pour l'intervention de l'État, ce modèle économique soutenant que celles-ci sont nuisibles pour l'économie. Aguirre, A., *Neoliberal Globalization, Urban Privatization, and Resistance*, Social Justice, 2006, Vol 33 (3), (<http://www.socialjusticejournal.org/SJEdits/105Edit.html>)

<sup>25</sup> European Central Bank [Page web], *Economic Policy, Section 2*, [en ligne], 2013, (<http://www.ecb.int/mopo/eaec/ecopolicy/html/index.en.html>)

<sup>26</sup> European Commission, Lisbon Strategy evaluation document, Commission Staff working document, Brussels, 2010, p.3. ([http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon\\_strategy\\_evaluation\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon_strategy_evaluation_en.pdf))

attirante pour l'investissement.<sup>27</sup> Dans l'évaluation de la Stratégie de Lisbonne en 2010, il est question de poursuivre l'atteinte de ces buts en maximisant la libre circulation des biens, services et de la main d'œuvre, et ce avec une diminution des barrières et entraves à l'intérieur de UE.<sup>28</sup> Il y a également emphase dans cette évaluation sur les ajustements communs à apporter pour atteindre une plus grande stabilité macroéconomique, soit une caractéristique des politiques néolibérales.<sup>29</sup>

Il est important de souligner ici que l'analyse de certains objectifs de la Stratégie de Lisbonne n'est pas utilisée dans le but de faire une généralisation de la présence néolibéralisme dans l'ensemble des politiques et stratégies économiques de l'UE, mais bien de mettre en évidence que ce modèle économique est perceptible dans certaines de ces approches utilisées. De par la continuation de l'utilisation de cette approche au fil des années, notamment encore dans la Stratégie de Lisbonne avec son re-lancement en 2005, il est possible de conclure qu'il existe un certain degré de confiance dans l'UE

---

<sup>27</sup>European Central Bank [Page web], *Economic Policy*, [en ligne], 2013, (<http://www.ecb.int/mopo/eaec/ecopolicy/html/index.en.html>)

<sup>28</sup> European Commission, Lisbon Strategy evaluation document, Commission Staff working document, Brussels, 2010, p.5. ([http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon\\_strategy\\_evaluation\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon_strategy_evaluation_en.pdf))

<sup>29</sup> Thorsen, D., Lie, A., *What is neoliberalism?*, Department of Social Science, University of Ohio, p.8. (<http://folk.uio.no/daget/What%20is%20Neo-Liberalism%20FINAL.pdf>)

Note : Bien qu'il est possible d'argumenter que plusieurs modèles économiques favorisent la stabilité économique et certains objectifs mentionnés précédemment, le néolibéralisme place ces objectifs au cœur de ses priorités en comparative aux autres modèles. Par exemple, la stabilité économique est également recherchée dans le modèle keynésien. Toutefois, cet objectif est placé au second rang, la situation de plein emploi dans une économie étant l'objectif premier, et donc la stabilité découle de l'atteinte de ce premier but. Si l'on reprend l'exemple de cette analyse, l'atteinte de cette stabilité selon le keynésianisme est faite à travers une intervention étatique sous forme de subventions, approche qui n'est pas exploré dans la Stratégie de Lisbonne. Dans la même évaluation par la Commission Européenne, il est également question d'une plus grande intégration entre les membres afin de favoriser le libre-marché à l'intérieur de l'Europe, soit une priorité du néolibéralisme.

envers les approches utilisées, les évaluations de l'application des stratégies par la Commission européenne soutenant cette affirmation.<sup>30</sup>

De par l'application des politiques établies depuis la création de l'UME, l'on assiste ainsi à un certain degré de continuation du néolibéralisme en Europe, notamment à travers l'emphase sur la stabilité économique dans l'établissement de ces dernières. Il serait faux d'affirmer que l'ensemble des processus et décisions au sein de l'union monétaire peut être regroupé sous la seule bannière du néolibéralisme, les composantes de l'approche des enjeux économiques pouvant se prêter à d'autres modèles économiques. Toutefois, plusieurs indicateurs comme la priorité sur la flexibilité du marché du travail, les efforts envers la stabilité fiscale et monétaire ainsi que le développement d'un environnement d'investissement propice, etc., nous démontrent que l'UME évolue bel et bien dans un milieu relevant de ce modèle économique.

De par ce contexte initial et les actions entreprises par la suite lors de la crise européenne, il est tentant de conclure que l'orientation des politiques économiques en Europe vers l'austérité lors de la dite crise démontre à quel point le néolibéralisme est solidement implanté dans cette région, au point où toutes autres alternatives ne peuvent sembler optimales en comparative. Bien que cette piste soit en elle-même intéressante, cette partie de cette recherche n'a pas l'ambition d'affirmer une telle possibilité, mais bien seulement de souligner deux choses. L'une, que l'UE possède, à travers les traités, pactes de croissances (PSC, TSCG, FESF, etc.)<sup>31</sup> et politiques économiques qui en

---

<sup>30</sup> European Commission, *Analysing structural reforms and EU policies*, [En ligne], 2013, ([http://ec.europa.eu/economy\\_finance/structural\\_reforms/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/structural_reforms/index_en.htm))

<sup>31</sup> Note : TSCG est l'acronyme pour Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, FESF est l'acronyme pour Fonds européen de stabilité financière

découlent, une forte orientation vers le postulat que l'allocation optimale des ressources et la croissance durable ainsi que la stabilité économique sont des objectifs atteignables à travers les forces du marché et sans intervention étatique, et donc de nature néolibérale. Second, que le choix de l'austérité, soit une méthode allant dans cette même direction, constitue une suite logique aux mécanismes économiques et aux idéologies néolibérales déjà en place dans l'union monétaire en Europe.

Comme mentionné précédemment, la Commission européenne a souligné que, depuis l'établissement de la stratégie de Lisbonne, l'on assistait à des hausses au niveau de la croissance et de l'emploi, avant que la crise mette un frein à tout le progrès. Pour la Commission, le succès connu avant la crise est une démonstration qu'il s'agit de la bonne voie à suivre en Europe, et que les États membres doivent poursuivre leurs objectifs de réformes structurelles selon cette approche afin de revenir à de tels résultats<sup>32</sup>. Celle-ci soutient également que les mesures à court terme prises par les membres de l'UE lors de la crise européenne sont en conformité avec les objectifs des stratégies européennes à moyen et long terme, et donc que l'application adéquate de ces mesures résultera à un maximum de bénéfices pour ces derniers.<sup>33</sup>

### Politiques fiscales pré-crise axées sur la discipline

Il est possible de valider l'affirmation selon laquelle l'austérité après les débuts de la crise européenne constitue une suite logique et cohérente aux actions entreprises par les dirigeants de l'UE et de la Grèce en particulier avant que la crise n'éclate. Il faut pour

---

<sup>32</sup> European Commission [Page web], *Lisbon Strategy for growth and jobs – What is it*, [En ligne], 6 avril 2010, ([http://ec.europa.eu/archives/growthandjobs\\_2009/objectives/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/archives/growthandjobs_2009/objectives/index_en.html))

<sup>33</sup> Idem.

cela regarder certains des articles ainsi que les ententes établies entre les membres au priori de la crise. L'ensemble des politiques fiscales de la zone euro découle de plusieurs traités et pactes, eux-mêmes étant fondamentalement définis par le Traité de Maastricht. Ces politiques ont été mise en place chez les États membres suite à un nombre important d'ententes entre ces derniers, et ce afin d'assurer la stabilité de la monnaie commune et de réduire le risque à et égard. Par exemple, le PCS a eu comme objectif l'engagement des États membres à parvenir à une position budgétaire proche de l'équilibre ou en excédant à moyen terme, soit un déficit ne dépassant pas 3% du PIB annuellement. À ce sujet, il est pertinent de noter que lors de la révision du Pacte de stabilité et croissance en 2005, il y a eu assouplissement des procédures de sanction en prenant en compte toutes les récessions et la nature des dépenses financées par le déficit, créant ainsi la possibilité de dépasser le critère de 3% du PIB en cas de circonstances exceptionnelles.

L'interdiction du financement monétaire, l'interdiction de donner un accès privilégié à des institutions financières, l'établissement de provisions fiscales afin d'éviter un déficit gouvernemental excessif, etc. sont des procédures qui ont été mises en place afin de garantir la stabilité de l'économie des pays membres ainsi que des taux d'inflation. Il est clair, dès les premiers traités sur le fonctionnement de l'Union européenne, que la discipline fiscale est l'élément clef de la stabilité macroéconomique de l'Europe. Comme le soutient la Banque centrale européenne (BCE) depuis la création de la zone euro, il est primordial d'assurer une discipline fiscale à l'intérieur de l'UME afin que la zone euro soit une union monétaire forte, pouvant résister à des chocs externes, advenant de la situation. Chaque État souverain a le devoir de s'en assurer, car chaque pays demeure responsable pour ses propres politiques fiscales. Avant les

événements de 2008, la BCE ainsi que la Commission européenne avaient amplement souligné cette vision de discipline fiscale, que ce soit à travers les sommets européens ou les ententes incluses dans le PSC : les politiques fiscales sont le seul coussin contre des chocs externes pour les États membre de la zone euro.

## **Conclusion**

Il est donc possible de conclure que, de par le contexte économique présent en Europe au moment de la crise et par les mesures mises en place au niveau de la discipline fiscale dans la zone euro, le choix d'aller vers des mécanismes d'austérité constitue un choix logique et cohérent avec les antécédents économiques et fiscaux de la région. Beaucoup de critiques et d'économistes argumentent, depuis les débuts de la crise, que cette stratégie fut et demeure le mauvais choix pour l'UME et la Grèce à différents niveaux, soit en comparatives aux autres options possibles ainsi qu'à la méthode d'application des mécanismes d'austérité, et ces visions seront explorées dans les deux prochaines parties. Toutefois, en termes de la nature des ententes à travers l'UE et les différents mécanismes qui étaient déjà en place avant les déclenchements de la crise, l'austérité demeure un choix valide et conséquent aux décisions collectives prises dans le passé. La Commission européenne est ferme dans sa position de vouloir continuer sur la piste de la discipline fiscale et des politiques économiques axées vers le marché, les ententes établies avec les différents membres de la zone euro lui garantissent une certaine légitimité d'exiger une continuation dans ce sens.

## **Partie 2 : Évaluation des choix possibles pour la Grèce**

Comme mentionné précédemment, les évènements qui ont suivi le déclenchement de la crise européenne ainsi que les actions entreprises par les membres de l'UME ont lancé de nombreux débats quant à la direction choisie pour la Grèce. La critique est facile lorsque vient le temps d'analyser le cheminement qui a été pris par la Grèce pendant cette période, soit un plan de sauvetage fondé sur l'austérité et la discipline fiscale. Par contre, il faut se rappeler que, premièrement, aucune des options n'étaient en tous points optimales afin de sortir le pays de cette crise, la situation initiale de la Grèce ainsi que l'ampleur des répercussions de la crise européenne l'empêchant<sup>34</sup>. Deuxièmement, les options pour la Grèce étaient très limitées, celles-ci se résumant aux trois options qui seront analysés dans cette partie de recherche. Cette analyse établit comme point tournant le début de l'année 2010 comme étant la période dont a découlé l'ensemble des actions vers une unique direction pour la Grèce, c'est-à-dire où le choix pour l'assistance financière sous conditions a été fait au détriment des autres options possibles. L'établissement de ce point tournant n'exclut pas les efforts antérieurs de redressement financiers chez le pays, mais se veut de souligner que c'est à partir de cette période précise que la Grèce s'est retrouvée entièrement coincée par la grave détérioration de ses finances publiques, et où le pays n'arrivait plus à convaincre ses investisseurs de prêter

---

<sup>34</sup> Action Forex [Portail web], *Greece : No simple solution in a complex world*, [En ligne], juin 2012, (<http://www.actionforex.com/analysis/daily-forex-fundamentals/greece:-no-simple-solutions-in-a-complex-world-20120618168051/>)

des sommes pour un taux d'intérêt viable, et a donc décidé de se tourner vers de l'assistance financière sous conditions d'austérité<sup>35</sup>.

Dans la première partie de cette recherche, une analyse du contexte économique et fiscal européen a permis de conclure que le choix de l'assistance financière et de l'instauration de mesures d'austérité en Grèce était logique et cohérent à l'égard des objectifs de l'UME, soit de maintenir la confiance des investisseurs et la stabilité au sein de la zone monétaire. Afin de confirmer la validité de ce choix fait par la Grèce et l'UME au début de l'année 2010, il devient essentiel d'analyser les autres options qui étaient offertes lors de ce moment décisif. Cette partie de cette recherche va donc tenter d'analyser et d'évaluer les conséquences qu'aurait engendré les deux autres cheminements possibles et ainsi que les raisons pourquoi celles-ci n'ont pas été choisies, tant en comparative aux objectifs fixés que par les résultats globaux de ces options. Il sera question de l'option de défaut de paiement par la Grèce, et par la suite d'un défaut de paiement jumelé à une sortie de la zone euro de ce pays. Afin de pouvoir comparer ces deux options qui se sont offertes à la Grèce pendant cette période, il est essentiel de se pencher, dans un premier temps, sur le cheminement de la Grèce depuis 2010, soit l'obtention de l'aide financière sous conditions d'instauration de mesures d'austérité.

### **Assistance financière en Grèce**

C'est en mai 2010 qu'a débuté le premier programme d'ajustement économique pour la Grèce<sup>36</sup>. Avant la première assistance financière, les investisseurs, doutant de

---

<sup>35</sup> Tsafos, N., *Beyond Debt; The Greek Crisis in Context*, CreateSpace, North Charleston, 2013, Chapitre 1.

<sup>36</sup> Note : Il est important de souligner ici que les programmes d'ajustement économiques sont les termes français des deux volets d'assistance financière pour la Grèce, soit *First Economic Adjustment Programme*

pouvoir être remboursés par l'État, ont demandé d'être compensés pour le risque élevé d'investir dans un pays dont la dette publique augmentait rapidement. Alors qu'en fin d'année 2008 le marché demandait un taux d'intérêt annuel se rapprochant du 5 %, en avril 2010 ce taux avait monté en flèche pour atteindre les 8% sur une période annuelle<sup>37</sup>. La réputation d'insolvabilité de la Grèce étant déjà bien établie avant cette augmentation des taux d'intérêts, il faut donc se tourner vers un autre facteur pouvant expliquer cette réaction chez les investisseurs. De ce fait, cette montée coïncide avec nouvelle mise en évidence du manque de transparence des finances de la Grèce, et ce avec le dévoilement de l'état réel des comptes publics grecs en début d'année 2010.<sup>38</sup> Le nouveau gouvernement, avec à sa tête George Papandreou, a annoncé en février 2010 que le déficit public ne se situait pas à un taux alarmant de 12,7 % du PIB, mais bien à un taux encore plus catastrophique de 15,4 %<sup>39</sup>. Le même scénario est arrivé avec la dette publique, en premier temps estimée à 113 % à la fin de 2009 pour être révisé à 130 % par la suite<sup>40</sup>. Ainsi donc, de par ce taux d'intérêt trop élevé (correspondant à une augmentation annuelle en frais d'intérêt de 2 milliards d'euro), la Grèce a opté pour une négociation d'un plan de sauvetage avec la Troïka. Certains auteurs ont posé la critique que ce groupe n'aurait pas opté pour cette décision si ces derniers avaient eu devant eux

---

*for Greece* et *Second Economic Adjustment Programme for Greece*, tel que spécifié sur le site de la Commission européenne. Il y a distinctions à faire entre ces programmes d'assistance financière et les ajustements effectués par la suite sur les objectifs et critères de ces derniers, ce dont il sera question dans la troisième partie de cette recherche.

European Commission [Page web], *Financial assistance to Greece*, Economic and financial affairs, [En ligne], 2013, ([http://ec.europa.eu/economy\\_finance/assistance\\_eu\\_ms/greek\\_loan\\_facility/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/greek_loan_facility/index_en.htm))

<sup>37</sup> Tsafos, N., *Beyond Debt; The Greek Crisis in Context*, CreateSpace, North Charleston, 2013, p.3.

<sup>38</sup> Bloomberg [Portail web], *Greece deficit Revised to Largest in EU as debt Tops Italy's*, [En ligne], 2010, (<http://www.bloomberg.com/news/2010-11-15/greece-s-deficit-revised-to-largest-in-eu-as-debt-tops-italy.html>)

<sup>39</sup> Idem.

<sup>40</sup> Idem.

un tableau clair et complet de la situation financière en Grèce<sup>41</sup>. Toutefois, cela s'avère une hypothèse non fondée, car malgré le fait que la révision financière de la Grèce par Eurostat s'est étendue jusqu'en novembre 2010, il reste qu'au moment de l'accord sur le premier plan de sauvetage, les créditeurs avaient devant eux une image plus transparente des finances publiques de la Grèce, et donc étaient pleinement conscients des enjeux présents dans cette démarche.<sup>42</sup>

Selon les données de la Commission européenne, un prêt bilatéral sous leur supervision et de la part des membres de la zone euro, appelé sous le nom de GLF (Greek Loan Facility), a été fixé à 77,3 milliards d'euro, s'étalant de mai 2010 à juin 2013. Pour sa part, le FMI a accepté de contribuer à l'assistance financière de la Grèce dans ce plan de sauvetage avec la somme de 30 milliards d'euros<sup>43</sup>. Il est important de noter qu'en vertu du GLF, la Commission européenne n'a pas été le prêteur de cette somme mais a été mandatée, par les États membres de la zone euro, de coordonner et d'administrer les prêts bilatéraux faits à la Grèce.

Le premier programme d'ajustement économique de la Grèce, lié au plan de sauvetage et à l'établissement de l'aide financière du pays en mai 2010, a eu comme conditions à court terme les critères suivants. La priorité immédiate a été de poser un frein aux besoins financiers gouvernementaux et de rassurer les investisseurs quant à la

---

<sup>41</sup> Spiegel Online International [Portail web], *European Debt Crisis: Greek Corruption Booming*, [En ligne], mars 2010, (<http://www.spiegel.de/international/europe/european-debt-crisis-greek-corruption-booming-says-transparency-international-a-681184.html>)

<sup>42</sup> European Commission, *Report on Greek government deficit and debt statistics*, Brussels, 1 janvier 2010, p.10.

<sup>43</sup> European Commission [Page web], *Financial assistance to Greece*, Economic and financial affairs, [En ligne], 2013, ([http://ec.europa.eu/economy\\_finance/assistance\\_eu\\_ms/greek\\_loan\\_facility/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/greek_loan_facility/index_en.htm))

détermination des autorités grecques à tout faire pour assurer à moyen et long termes la soutenabilité fiscale du pays. Dans cette partie du programme, il y a des suggestions de mesures de consolidation fiscale allant des économies dans les dépenses du secteur public, la réforme du système des pensions, la restructuration de l'administration publique et des mesures afin de combattre la corruption et l'évasion fiscale<sup>44</sup>.

Lors du deuxième programme d'ajustement économique en mars 2012, les ministres des finances des membres de la zone euro se sont entendus sur l'ajout de fonds pour l'assistance financière de la Grèce : une somme additionnelle de 130 milliards d'euro jusqu'en 2014.<sup>45</sup> Alors que le premier programme comprenait un prêt bilatéral, il a été convenu que celui-ci serait financé par le Fonds européen de stabilité financière (FESF), soit un fonds de stabilisation ayant comme mandat d'assurer la stabilité économique en Europe, principalement grâce à de l'assistance financière auprès des États membres couplée à des ajustements macroéconomiques<sup>46</sup>. Selon la Commission européenne, ce deuxième volet de fonds vers la Grèce est le résultat d'une évaluation positive des progrès faits par la Grèce et de sa performance selon les critères qui avaient été établis<sup>47</sup>. La majorité de ce programme consiste à des ajustements et modifications aux objectifs fixés lors du premier programme, l'un d'eux étant l'engagement du gouvernement grec à réduire les dépenses de 1,5% du PIB, par exemple à travers les

---

<sup>44</sup> European Commission , *The Economic Adjustment Programme for Greece*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 61, mai 2010, p.10-11.

<sup>45</sup> European Financial Stability Facility [Page web], *About EFSF*, [En ligne], 2013, (<http://www.efsf.europa.eu/about/index.htm>)

<sup>46</sup> Idem.

<sup>47</sup> European Commission [Page web], *Financial assistance to Greece*, Economic and financial affairs, [En ligne], 2013, ([http://ec.europa.eu/economy\\_finance/assistance\\_eu\\_ms/greek\\_loan\\_facility/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/greek_loan_facility/index_en.htm))

pensions, dépenses en équipement militaire, les fonds envers les campagnes politiques, etc<sup>48</sup>.

La combinaison des programmes d'ajustement économique aura permis à la Grèce de faire face à la grave détérioration de ses finances publiques, et de permettre le rétablissement d'un certain niveau de soutenabilité fiscale<sup>49</sup>. Il y a vérification de l'imputabilité du gouvernement grec lors de chaque versement, l'Eurogroupe et le conseil d'administration du FMI devant donner leur approbation avant ceux-ci. De plus, le personnel de la troïka procède à un examen conjoint avant les versements, en ce qui concerne le respect des termes et conditions du programme d'ajustement économique dans son ensemble<sup>50</sup>.

### **Le débat sur les options possibles pour la dette grecque**

L'ensemble des décisions adoptées a causé un retour en force du débat sur de la validité des mécanismes d'austérité au sein de la communauté internationale, avec en appui des analyses sur les crises antérieures<sup>51</sup>. À cet effet, il existe un nombre impressionnant d'analyses divergentes sur les différentes méthodes de résolution de crise, d'établissement d'un plan de sauvetage et la reconstruction de la dette pour un pays. Certains auteurs comme Reinhart et Rogoff ont même analysé les ressemblances entre les crises financières et économiques remontant jusqu'en 1800 afin de poser des constats de

---

<sup>48</sup> European Commission, *The Second Economic Adjustment Programme for Greece*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 61, mars 2012, p.25.

<sup>49</sup> European Commission [Page web], Council Decision 2011/734/EU, [En ligne], 2013, (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:113:0008:0010:EN:PDF>)

<sup>50</sup> European Commission [Page web], *Financial assistance to Greece*, Economic and financial affairs, [En ligne], 2013, ([http://ec.europa.eu/economy\\_finance/assistance\\_eu\\_ms/greek\\_loan\\_facility/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/greek_loan_facility/index_en.htm))

<sup>51</sup> Financial Times [Portail web], *The austerity debate*, [En ligne], 28 juillet 2010, (<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/dc3ac844-9010-11df-91b6-00144feab49a.html#axzz2WnP7EUih>)

recherche sur celles-ci. Selon ces derniers, leur recherche démontre qu'un surendettement au niveau de la dette publique à plus de 90 % cause un ralentissement du taux de croissance économique annuel chez un État, causant un déclin de production et des pertes substantielles<sup>52</sup>. Alors que les auteurs suggèrent à la fois qu'il existe d'autres stratégies afin de remédier à un surendettement qu'un défaut de paiement complet ou partiel, et que cette recherche ne constitue pas non plus une justification à l'instauration de mesures d'austérité, ceux en faveur de l'austérité ont d'emblée utilisé cette recherche comme base d'argumentation à leur vision<sup>53</sup>. Ceux qui s'opposent à l'austérité établissent souvent une comparaison entre les mesures d'austérités adoptées en Grèce et celles qui furent adoptées lors de la Grande Dépression des années 1930, en posant l'hypothèse que le résultat final sera semblable en Grèce après l'instauration de ces mesures. Selon ces derniers, le «laissez-faire» du marché jumelé aux coupures de budget afin de tenter d'équilibrer celui-ci n'aura fait qu'empirer la crise, avec l'effondrement de la demande réelle en l'absence de dépenses publiques. L'austérité ne promet donc rien qui vaille pour la Grèce<sup>54</sup>. Toujours dans le débat des options possibles pour la dette grecque, on fait également souvent référence au cas de l'Argentine en ce qui concerne les résultats possibles d'un défaut de paiement<sup>55</sup>. L'Argentine ayant connu l'un des plus importants défauts de paiement de l'histoire en 2001, plusieurs critiques redoutent ce sort pour la

---

<sup>52</sup> Reinhart C.M, Reinhart, V., et Rogoff K., Public Debt Overhangs: Advanced Economy Episodes Since 1800, *Journal of Economic Perspectives*, 2012, Vol 26 (3), p. 84.

<sup>53</sup> The Economist [Portail web], *Revisiting Reinhart-Rogoff*, [En ligne], 17 avril 2013, (<http://www.economist.com/blogs/freeexchange/2013/04/debt-and-growth>)

<sup>54</sup> Callinicos, A., Contradictions of Austerity, *Cambridge Journal of Economics*, 2012, Vol 36, p.65.

<sup>55</sup> BCC Business News [Portail web], *Can Greece learn the economic lessons Argentina missed?*, [En ligne], 28 juin 2011, (<http://www.bbc.co.uk/news/business-13940018>)

Grèce de par les nombreuses similitudes aux niveaux de certaines données économiques, comme le niveau de chômage, la balance fiscale en pourcentage du PIB, etc.<sup>56</sup>

Alors que la littérature sur les crises économiques et financières dans le passé nous aide à mieux cerner les enjeux présents que connaît la Grèce, il reste que la majorité de la littérature à ce sujet est dépourvue d'une combinaison d'éléments clefs à la crise analysée dans cette recherche. Ces trois éléments sont l'intégration financière au sein d'une zone monétaire, la fragilité des banques et le risque de contagion au sein de cette zone<sup>57</sup>. Alors que la fragilité des banques n'est pas une facette unique au cas de la Grèce, le fait que ce pays a renoncé à ses politiques monétaires propres lors de son adhésion à la zone euro fait de ce pays un cas plutôt unique. Ceteris paribus, les répercussions d'un choc financier sont amplifiées lorsqu'il y a fragilité bancaire dans un pays. Les membres de l'UME ayant renoncé à leur outil de régulation des chocs asymétriques, la Grèce s'est donc retrouvée dans une situation de grande vulnérabilité financière. À cela s'ajoute le risque de contagion chez d'autres pays membres à situation critique dans la zone euro, soit une situation très alarmante étant donné l'impossibilité de mesurer les conséquences d'un défaut de paiement ou d'une sortie de la zone euro de la Grèce. Ensemble, ces éléments font en sorte que la Grèce se retrouve dans une dynamique différente de celles

---

<sup>56</sup> Données provenant de Thomson Reuters Datastream, IMF. Forbes [Portail web] *Don't Mention Argentina and Greece In the Same Breath!*, [En ligne], 25 juillet 2012, (<http://www.forbes.com/sites/jamesglassman/2012/07/25/dont-mention-argentina-and-greece-in-the-same-breath/>)

<sup>57</sup> Bloomberg [Portail web], *Europe's Fragile Banks*, [En ligne], septembre 2010, (<http://www.bloomberg.com/news/2010-09-08/europe-s-fragile-banks.html>)

connues par des pays touchés par des crises dans le passé<sup>58</sup>. Pour reprendre l'exemple de comparaison utilisé dans lesdites analyses, bien que la situation de la Grèce puisse être comparée selon certains facteurs à celle connue par l'Argentine, on ne peut s'attendre à des résultats similaires après un défaut de paiement par la Grèce, le pays ne possédant pas les ressources naturelles que possède l'Argentine et dont elle s'est servie pour se sortir de la crise au cours des années 2000. Il est certes possible d'affirmer qu'aucune crise ne se ressemble en tout point et que la sortie de crise varie toujours selon la situation de chaque État. Toutefois, la situation de la Grèce se différencie grandement des crises antérieures de par le regroupement des trois aspects mentionnés plus haut, rendant ainsi difficile l'établissement d'un pronostic basé sur des crises antérieures<sup>59</sup>. Ainsi donc, on doit faire preuve de prudence et d'un certain niveau de réserve lors de l'établissement de prédictions quant aux conséquences découlant de chacune des alternatives possibles pour la Grèce. Alors qu'il est attirant de pouvoir comparer la situation de la Grèce à d'autres résolutions antérieures, et souvent selon l'angle qui nous convient, cette analyse va plutôt tenter de faire un portrait des résultats possibles selon les circonstances économiques présentes en Grèce et dans la zone euro, plutôt que de tenter une comparaison de cette crise à celles connues dans le passé.

---

<sup>58</sup> Bolton, P. et Olivier, J., *Sovereign default risk and bank fragility in financially integrated economies*, IMF Economic Review, juin 2011, Vol 59 (2), p.164.

<sup>59</sup> European Central Bank, *Fiscal data revision in Europe*, Eurosystem, Working paper series, mai 2011, No1342, p.25.

## Défaut de paiement au sein de la zone euro

Au début de l'année 2010, de par la détérioration de sa situation économique et financière, la Grèce aurait pu opter pour un défaut de paiement et ainsi ne pas rembourser ses créanciers. Plusieurs économistes soutiennent depuis 2010 que cela aurait dû être la voie à choisir, étant donné la situation impossible dans laquelle s'est retrouvé le pays<sup>60</sup>. Selon ces derniers, les méthodes d'assistance financière vers la Grèce sont en fin de compte vaines, ne reportant qu'à plus tard l'option de défaut de paiement. Il est important de spécifier ici que l'option analysée est celle du défaut de paiement complet, soit l'incapacité ou la non-volonté de repayer ses créanciers. Selon l'agence de notation Standard & Poor's, on parle de défaut de paiement sélectif lorsqu'un emprunteur arrête le paiement des intérêts ou des versements principaux sur une certaine partie de sa dette, envers certains bailleurs de fonds<sup>61</sup>. Selon cette même agence, la Grèce a fait un défaut de paiement sélectif en février 2012, résultant en une baisse de cote de crédit de la part de cette dernière. Malgré cette baisse de cote, cette voie a permis un allègement considérable à court terme de la dette grecque sans avoir les répercussions négatives d'un défaut de paiement complet. Alors qu'il s'agit d'une décision judiciaire pour la Grèce, le défaut de paiement partiel n'était toutefois pas une option suffisante pour le redressement de la situation financière du pays lors du début de l'année 2010, d'où l'analyse du défaut de paiement complet dans cette partie de recherche.

---

<sup>60</sup> Tsafos, N., *Beyond Debt; The Greek Crisis in Context*, CreateSpace, North Charleston, 2013, p.7.

<sup>61</sup> Reuters [Page web], *What happens if Greece defaults*, [En ligne], 18 janvier 2012, (<http://www.reuters.com/article/2012/01/18/us-greece-default-idUSTRE80H1NX20120118>)

La conséquence première pour la Grèce de cette option serait bien évidemment d'être libéré de la dette, ce qui constitue l'aspect positif majeur de cette alternative. Cela constitue également la raison première pourquoi autant d'économistes ont proposé le défaut de paiement pour le pays, la dette de la Grèce étant faramineuse.<sup>62</sup> De plus, la Grèce s'est établie au cours des dernières années comme un pays ayant un historique désastreux concernant ses tentatives de redressement des finances publiques, et donc un défaut de paiement permettrait au gouvernement d'allouer la partie du budget qui était attribuée aux paiements du principal et des intérêts vers d'autres sections de ce dernier. Toutefois, un gouvernement qui manque à sa responsabilité de payer sa dette se retrouve dans une situation fâcheuse par la suite. Selon des recherches empiriques, il est établi qu'un défaut de paiement sur une dette publique est suivi d'une contraction au niveau du crédit privé, et que le degré de contraction<sup>63</sup> varie selon la grosseur de cette dette<sup>63</sup>. Il est à noter que cette position n'est toutefois pas unanime, certains chercheurs démontrant par leurs recherches que les pays effectuant ne font pas face à des coûts d'emprunts supérieurs un défaut de paiement complet, et que ces derniers retrouvent accès au crédit à court terme.<sup>64</sup> Cependant, une étude récente vient renforcer la position qui est soutenue dans cette analyse, soit qu'un défaut de paiement entraîne, à moyen terme, une exclusion

---

<sup>62</sup> The Economist [Portail web], *Nothing to fear but the lack of fear itself*, Economist Conferences event for CFOs and finance directors in London, [En ligne], 26 février 2012, (<http://www.economist.com/blogs/schumpeter/2012/02/greek-exit>)

<sup>63</sup> Broner, Fernando, and Jaime Ventura, 2011, "Globalization and Risk Sharing," *Review of Economic Studies*, Vol. 78, No. 1, p.76

<sup>64</sup> Borensztein, E., et Panizza, U., *The Costs of Sovereign Default*, IMF staff Papers, 2009, Vol 56 (4), p.22 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2008/wp08238.pdf>)

Sandleris, G., *The Costs of Sovereign Defaults: Theory and Empirical Evidence*, Universidad Torcuato Di Tella, Business School Working Paper, 2012, p.27. (<http://www.suerf.org/download/vienna13/papers/3sandlerisb.pdf>)

du marché financier ainsi qu'une augmentation des taux d'emprunts.<sup>65</sup> Les auteurs Cruces et Trebesch attribuent leurs résultats à l'attention particulière qu'ils ont portés à l'amplitude des défauts de paiements des pays, la plupart des études n'incluant pas cette variable dans leurs recherches empiriques.<sup>66</sup> Il est donc possible de conclure que devant un défaut de paiement de la Grèce, les investisseurs étrangers ayant fait des prêts vont par la suite diminuer sévèrement ou arrêter ces derniers envers cet État, faisant ainsi en sorte que le pays n'aura peu ou plus accès à du financement externe à moyen terme.

Une situation de défaut entraîne inévitablement une chute drastique en ce qui concerne la notation financière chez les agences de notations, rendant une fois de plus le financement très difficile sur le marché financier. Alors que la Grèce possédait une note de la dette souveraine grecque de qualité moyenne en 2009, se situant à A- en début d'année et par la suite à BBB+ avant l'instauration de l'aide financière et des mesures d'austérité, aller vers un défaut de paiement aurait signifié aller volontairement vers une chute de nombreux niveaux selon des agences de notations<sup>67</sup>. Il est possible d'argumenter que, depuis l'assistance financière de 2010, la note financière de la dette grecque a connu des baisses importantes, notamment à travers le défaut partiel de 2012, et ce jusqu'à un niveau équivalent de l'option du défaut de paiement complet. Toutefois, la diminution de la notation financière s'est fait graduellement, causant ainsi moins de dommage au niveau du financement qu'aurait causé une baisse rapide et soudaine avec le défaut de paiement complet au début de l'année 2010.

---

<sup>65</sup> Cruces, J., et Trebesch, C., *Sovereign Defaults : The price of haircuts*, American Economic Journal: Macroeconomics, 2013, Vol 5 (3), p.85.

<sup>66</sup> Idem, p.87.

<sup>67</sup> Le Figaro [Portail web], *Défaut grec, deux enjeux, cinq arbitres*, [en ligne], 7 mai 2011, (<http://www.lefigaro.fr/societes/2011/07/04/04015-20110704ARTFIG00400-defaut-grec-deux-enjeux-cinq-arbitres.php>)

Ensuite, la nouvelle de notation causée par un défaut de paiement ferait en sorte que le pays ne serait plus éligible aux guichets de la banque centrale européenne. À moins que cette dernière fasse exception à ses principes, celle-ci ne pourrait plus accepter de titres grecs en garantie du financement qu'elle accord aux banques. Nous aurions donc assisté à la faillite des banques grecques, et cela dans un très court laps de temps si le défaut de paiement complet avait été l'option choisie en 2010<sup>68</sup>. Advenant que le pays soit toujours admis au sein de la zone euro, la Grèce se retrouverait donc dans une situation où seuls les États membres seraient en mesure de lui apporter un financement, évidemment non par profit mais par liaison à travers la même devise. Un défaut de paiement complet dans cet État pourrait se traduire par une augmentation des taux d'intérêts à travers l'union monétaire, en commençant par les pays en périphérie de la Grèce<sup>69</sup>. L'on peut arriver à la conclusion que, s'il advenait que la Grèce puisse toujours obtenir du financement à travers les membres de la zone euro, ce dernier serait dans un premier temps très limité, et dans un deuxième, entouré de conditions strictes envers les décisions gouvernementales grecques. Il est donc possible de conclure que cette option reviendrait en bout de ligne à celle choisie en 2010, soit de l'assistance financière sous conditions par les membres de l'euro, mais avec tous les désagréments causés par le défaut de paiement complet.

Par ailleurs, il est très probable que dans cette alternative, les banques grecques soient coupées au niveau de l'accès aux fonds de la Banque centrale européenne, et que

---

<sup>68</sup> Bloomberg [Portail web], *Greece can default without exiting euro, Cochran says*, [En ligne], 18 juin 2010, (<http://www.bloomberg.com/news/2012-06-18/greece-can-default-without-exiting-euro-cochrane-says.html>)

<sup>69</sup> Le Figaro [Portail web], *Défaut grec, deux enjeux, cinq arbitres*, [en ligne], 7 mai 2011, (<http://www.lefigaro.fr/societes/2011/07/04/04015-20110704ARTFIG00400-defaut-grec-deux-enjeux-cinq-arbitres.php>)

donc les euros dans ces banques soient dévalués en comparative à leurs homologues dans la zone monétaire<sup>70</sup>. Beaucoup de scénarios bancaires négatifs sont imaginables à partir de cette étape. Par exemple, même si à travers cette option la Grèce demeure au sein de la zone euro, un défaut de paiement complet entrainerait la crainte de la possibilité du retour de la drachme dans le pays. L'on assisterait ainsi à une fuite instantanée des capitaux après le défaut de paiement, car les investisseurs et déposants auraient une crainte non-fondée de voir leurs comptes gelés et d'être forcés à adopter la nouvelle devise dévaluée<sup>71</sup>.

Alors qu'en mars 2010 il était évident que la reprise économique de la Grèce serait longue et pénible, et que les efforts du pays jusqu'à cette date n'avaient pas réussi à rassurer le marché, les inquiétudes concernant une contagion de cette perte de confiance dans le reste de la zone euro ce s'ont fait ressentir de façon considérable. En cas de défaut de paiement de la part de la Grèce, l'on aurait pu assister à une perte de confiance des investisseurs chez les autres membres de la zone euro. Même si certains pays comme le Portugal, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne n'étaient pas dans une situation aussi désastreuse que la Grèce, il reste que ces derniers n'étaient pas à l'abri du marché de par leurs problèmes de dette et de déficits similaires. Un autre risque redouté par cette alternative en 2010 aurait été que la dégradation de la notation financière des dettes

---

<sup>70</sup> New York Times [Portail web], *Expert say default would mean eviction*, [En ligne], 14 mai 2012, ([http://www.nytimes.com/2012/05/15/world/europe/experts-say-default-would-mean- eviction.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/05/15/world/europe/experts-say-default-would-mean- eviction.html?_r=0))

<sup>71</sup> Observateur Économie [Portail web], *L'euro sans la Grèce, le scénario en 5 chiffres*, [En ligne], 22 mai 2012, (<http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20120521.OBS5989/l-euro-sans-la-grece-le-scenario-noir-en-5-chiffres.html>)

gouvernementales de ces pays aurait ainsi rendu les dettes invalides comme garantie par la BCE<sup>72</sup>.

Au niveau domestique, il deviendrait très difficile pour la population et les entreprises d'obtenir des prêts chez ces mêmes banques, car les taux d'intérêt chez ces dernières grimperaient également en flèche après une telle décision. Alors que le prix des hypothèques était à la hausse avant le déclenchement de la crise en Grèce, un défaut de paiement pourrait avoir un impact négatif sur le prix des maisons dans cette économie<sup>73</sup>. Étant donné qu'un défaut de paiement sur une dette publique entraîne un affaiblissement considérable des bilans des banques domestiques<sup>74</sup>, cette décision causerait donc un déclin rapide du crédit privé en Grèce. L'on assisterait également à une baisse rapide des salaires en Grèce afin de palier le déficit externe.

L'impossibilité d'obtenir un financement extérieur et interne, ainsi que la faillite des banques grecques sont donc des éléments négatifs importants à l'option du défaut de paiement. Cette option est donc loin d'être optimale pour la Grèce et l'ensemble des membres de la zone euro. Alors que le défaut de paiement procurerait un soulagement temporaire au niveau du paiement de la dette, l'ensemble des conséquences négatives majeures d'une telle action fait en sorte que l'assistance financière sous conditions d'instauration de mesures d'austérité demeure un choix préférable à cette alternative. En

---

<sup>72</sup> Bolton, P. et Olivier, J., *Sovereign default risk and bank fragility in financially integrated economies*, IMF Economic Review, Juin 2011, Vol 59 (2), p.165.

<sup>73</sup> Barkbu, B., Eichengreen B., et Mody, A., *Financial crises and the multilateral response: What the historical record shows*, Journal of International Economics, 2012, Vol 88, p.426.

<sup>74</sup> Gennaioli, N., Martin, A., et Rossi, S., *Sovereign Default, Domestic Banks and Financial Institutions*, Universidad Pompeu Fabra, 2010, p.34.

ce qui concerne les probabilités de réalisation pour cette option, celles-ci demeurent toujours incertaines, dans un premier temps de par les efforts fait par la Troïka et le gouvernement grec pour éviter cette option. Dans un deuxième temps, le risque de contagion de cette option pour la Grèce ne serait pas sans conséquence au sein de la zone euro. En effet, certains économistes affirment qu'un défaut de paiement sur la dette va mener inévitablement à la deuxième option qui sera analysée, soit un défaut de paiement avec une sortie de la zone euro<sup>75</sup>.

### Défaut de paiement avec sortie de la zone

Alors que la Grèce était à la croisée des chemins en début de 2010, le défaut de paiement jumelé à une sortie de la zone euro a été une option souvent analysée et suggérée par les économistes. Cette sortie de zone, selon les spéculations, se ferait soit par un choix domestique de la Grèce ou par conséquence d'une grande pression externe de la part des dirigeants des membres de l'union monétaire après un défaut de paiement<sup>76</sup>. De par cette alternative, l'ensemble des conséquences découlant de la première option analysée précédemment serait donc subies dans l'économie grecque. Cela se résume donc, dans un premier temps, à une limitation accrue de l'accès au financement externe. Dans un deuxième temps, cette option engendre par la suite une augmentation substantielle des taux d'intérêts au niveau externe et domestique, les banques ne pouvant obtenir du crédit sur le marché et, en conséquences, celles-ci ne pouvant plus en prodiguer à la population.

---

<sup>75</sup> New York Times [Portail web], *Expert say default would mean eviction*, [En ligne], 14 mai 2012, ([http://www.nytimes.com/2012/05/15/world/europe/experts-say-default-would-mean-eviction.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/05/15/world/europe/experts-say-default-would-mean-eviction.html?_r=0))

<sup>76</sup> Christodoulakis, N., *Grexit to growth: on fiscal multipliers and how to end recession in Greece*, National Institute Economic Review, mai 2013, p.10.

Au niveau du financement externe pour la Grèce, alors qu'un défaut de paiement engendrerait une diminution drastique de l'attrait des investisseurs étrangers envers les obligations grecques, le gouvernement de la Grèce se retrouverait dans la quasi impossibilité d'obtenir du financement auprès des membres de la zone euro avec son départ de l'union monétaire. Alors qu'un défaut de paiement à l'intérieur de la zone euro aurait grandement limité l'investissement externe et les prêts internes, ce tout autre niveau de limitation de financement pourrait se traduire en une pénurie des biens de première nécessité dans le pays, comme des produits d'énergie et d'alimentation<sup>77</sup>. Alors qu'une prédiction des conséquences de cet aspect est difficile à faire, il est possible de conclure que le manque de crédit en Grèce pourrait conduire à une forme de crise sociale dans le pays. De par ce même aspect de cette option, il y a une forte probabilité qu'il y ait en Grèce des retraits massifs ainsi qu'une fuite des capitaux, aggravant la situation économique du pays<sup>78</sup>.

Un autre principal aspect d'un défaut de paiement avec un départ de la zone euro serait le rétablissement de la monnaie de la Grèce avant l'euro, soit la drachme. Avec l'instauration de cette nouvelle monnaie, l'on assisterait à une forte dévaluation de la devise nationale. Des impacts positifs de cette dévaluation seraient qu'il y aurait une augmentation de la compétitivité au niveau des exportations ainsi qu'une amélioration de la balance externe<sup>79</sup>. Cependant, il est possible que le retour de cette devise n'ait pas les effets escomptés au niveau de la compétitivité à moyen terme au niveau des exportations,

---

<sup>77</sup> Atlantic wire [Portail web], *Nightmare scenario if Greece exits the euro*, [En ligne], 14 mai 2012, (<http://www.theatlanticwire.com/global/2012/05/nightmare-scenarios-if-greece-exits-euro/52312/>)

<sup>78</sup> Financial Times [Portail web], *Eurozone, if Greece goes...*, [En ligne], 13 mai 2012, (<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/175fcc8c-9b7f-11e1-8b36-00144feabdc0.html#axzz2X0ORtGrl>)

<sup>79</sup> Oxford Economics [Page web], *Is Greece heading for default?*, [En ligne], 2010, [[www.oxfordeconomics.com/publication/download/222555](http://www.oxfordeconomics.com/publication/download/222555)]

de par la composition des forces économiques de ce pays. En effet, la Grèce est un pays qui produit peu en comparative aux autres pays de l'Union européenne<sup>80</sup>, son industrie principale étant le tourisme. Une augmentation de compétitivité liée à une dévaluation de la monnaie aurait donc un effet positif limité sur les exportations. De plus, alors qu'une devise faible engendrerait une augmentation du tourisme dans ce pays, il est possible qu'à court termes, les effets positifs escomptés soit freinés par une réticence internationale de visiter le pays alors que le chaos bancaire et économique règnent. De surcroît, le pays subirait de forte hausse d'inflation dans l'ensemble de son économie ainsi qu'une sévère vague de mise à pieds dans le pays, aggravant la situation du chômage, déjà critique<sup>81</sup>. Comme il a été mentionné lors de l'analyse de la première option, l'on assisterait également à une fuite des capitaux de la Grèce, la population craignant le gel des banques avec le retour de la drachme.

Alors qu'il y a considération des conséquences en Grèce d'un défaut de paiement jumelé à une sortie de la zone euro, il ne faut pas négliger la portée des impacts subis dans le restant de la zone euro à une telle alternative. De cette perspective, le principal élément négatif serait le risque de contagion d'une telle action dans le restant de la zone euro. Par exemple, il serait possible d'assister à une augmentation des taux de rendement sur les obligations de certains pays à risque, par exemple le Portugal. De par la sortie de la Grèce, les investisseurs demanderaient une compensation chez d'autres pays à risque

---

<sup>80</sup> Trading economics [Page web], *Greece exports*, [En ligne], 2013, (<http://www.tradingeconomics.com/greece/exports>)

<sup>81</sup> Bloomberg Business week [Portail web], *What a Return to the Drachma Really Looks Like*, [En ligne], 12 mai 2012, (<http://www.businessweek.com/articles/2012-05-24/what-a-return-to-the-drachma-really-looks-like>)

pour la menace d'un défaut de paiement et d'une sortie de la zone monétaire<sup>82</sup>. Bien que les différentes situations économiques de certains pays à risque se sont améliorées depuis le début de l'année 2010, il reste que lors de la décision d'aller vers l'assistance financière a été faite, le risque de contagion en Europe était très élevé dans de nombreux pays, menaçant gravement la stabilité de l'euro et même la continuité de la zone monétaire européenne<sup>83</sup>. En cas de sortie de la Grèce, les dirigeants de la zone euro devraient persuader les investisseurs étrangers ainsi que le public que ce pays était un cas isolé, afin de maintenir la confiance d'investissement et contenir les effets négatifs d'une telle option.

De par les risques de contagion engendrés par cette alternative, ainsi que l'ensemble des conséquences négatives sur la Grèce et sa population, cette option reste qu'elle n'est pas viable à court et moyen termes, et que la pente pour le redressement économique dans ce pays serait encore plus pénible pour ce pays sur le long terme. Alors que, dans un premier temps, le défaut de paiement aurait des conséquences négatives graves pour la Grèce, un départ de la zone euro causerait, dans un deuxième temps, de nombreux désavantages à la fois pour ce pays et pour ceux de la zone euro. Le risque de contagion ainsi que les répercussions sur la stabilité de l'euro sont des aspects au cœur cette alternative, et ces risques sont trop importants pour que celle-ci soit adoptée alors que d'autres options sont possibles.

---

<sup>82</sup> Atlantic wire [Portail web], *Nightmare scenario if Greece exits the euro*, [En ligne], 14 mai 2012, (<http://www.theatlanticwire.com/global/2012/05/nightmare-scenarios-if-greece-exits-euro/52312/>)

<sup>83</sup> Financial Times [Portail web], *Eurozone : If Greece goes*, [En ligne], 13 mai 2012, (<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/175fcc8c-9b7f-11e1-8b36-00144feabdc0.html#axzz2X0ORtGrI>)

## **Conclusion**

À mon avis, l'ensemble des répercussions négatives des deux options analysées (défaut de paiement à l'intérieur de la zone euro et défaut de paiement avec abandon de l'euro) fait en sorte que l'assistance financière sous conditions d'instauration de mesures d'austérité demeure un choix préférable. Bien que la critique soit sévère sur les résultats des mesures d'austérité en Grèce, il reste que, en comparaison aux choix possibles pour le pays lors du point tournant de 2010, l'assistance financière sous conditions ne cause pas certaines conséquences désastreuses des autres alternatives. Celle-ci demeure une option viable, à la fois pour la Grèce, les pays à risque dans la zone euro ainsi que l'ensemble des membres de cette zone. Il est possible qu'un défaut de paiement, jumelé ou non avec une sortie de l'euro, puisse avoir certains effets économiques bénéfiques à court terme pour la Grèce, comme l'arrêt des paiements principaux sur la dette ainsi que l'augmentation de la compétitivité du pays. Toutefois, ces effets sont très limités et disproportionnés en comparaison aux énormes répercussions négatives de ces options, comme les impacts sur le financement externe et interne, et le risque de contagion dans la zone euro. Alors que le gouvernement grec cherchait à tout prix un soulagement de la dette publique, ce dernier ne pouvait tout simplement pas opter pour ces alternatives.

Selon moi, la décision du gouvernement grec d'aller vers un défaut de paiement partiel en février 2012 a été un choix judicieux, apportant un allègement considérable de la dette sans avoir les répercussions négatives d'un défaut de paiement complet. Selon les conditions de l'entente de ce plan d'allègement de dette, les investisseurs ont accepté la perte de 53,5 % de ce qu'ils avaient prêté, et ce en échange de 31,5 % de leurs

investissements en de nouveaux bons Grecs. Ces nouveaux bons sont fixés à des taux d'intérêts variés selon diverses tranches d'années et sont lié sur la croissance de la Grèce selon différents paliers, le tout étant supporté par le FESF.<sup>84</sup> Ce choix aura sans aucun doute permis à ce pays de se remettre vers la voie de la soutenabilité fiscale, et donc de protéger la fragile stabilité financière acquise avec les efforts depuis 2010. Alors que certaines agences de notation de crédit ont réagi à cette entente en diminuant la cote de crédit des obligations grecques sur le marché, le gouvernement a affirmé que l'impact de cette diminution serait faible sur le système bancaire grec. Selon le gouvernement, il y avait eu anticipation de ce changement de cote et des mesures appropriées avaient été prises au niveau de la liquidité par la Banque de Grèce.<sup>85</sup> De plus, cette mesure avait obtenu la reconnaissance et approbation des ministres des finances des États membres de la zone euro. Le groupe aurait donc donné son approbation en février 2012 quant à cette entente entre le gouvernement grec et les titulaires d'obligations au privé, affirmant que la participation du secteur privé apporterait une contribution positive à la reconstruction de la soutenabilité de la dette grecque<sup>86</sup>. Avec l'imposition des mesures d'austérités prescrites par la Troïka, la Grèce a donc évité deux options pouvant causer le plus de tord à son économie.

---

<sup>84</sup> Porzecanski, A., *Behind the Greek default and restructuring of 2012*, Munich Personal RePEc Archive, septembre 2012, p.8.

<sup>85</sup> News Business [Portail web], *S&S declares Greek 'selective default, after bailout*, [En ligne], 18 janvier 2012, (<http://www.bbc.co.uk/news/business-17187068>)

<sup>86</sup> European Central Bank [Page web], *Eurogroup statement, 21.02.2012*, [En ligne], 21 février 2012, (<http://www.ecb.int/ecb/html/crisis.en.html>)

### **Partie 3 : Programmes d'ajustement en Grèce**

Dans la première partie de cette recherche, une analyse du contexte économique de l'Europe ainsi que des ententes dans la zone euro a permis de conclure que le choix de l'austérité pour la Grèce constituait une option logique et cohérente. Elle correspondait en effet à une continuité des orientations ainsi qu'aux décisions prises entre les membres de l'euro afin d'assurer la stabilité de l'union monétaire. Quant à elle, la deuxième partie a eu pour objectif d'analyser les différentes options qui s'étaient offertes à la Grèce lorsque celle-ci s'est retrouvée dans une situation sévèrement critique au début de l'année 2010. En analysant les trois principales options, il a été possible de conclure que l'assistance financière sous conditions de mesures d'austérité en Grèce demeure l'option préférable à celles qui étaient possibles pour ce pays. Alors que la confirmation de l'assistance financière sous conditions d'austérité comme option logique pour la Grèce et l'union monétaire a été établie, il est important d'évaluer si ces mesures ont été appliquées de façon adéquate à travers les programmes d'ajustement économiques pour le pays. Cette partie va donc tenter de déterminer s'il y a eu des ajustements au fil des trimestres quant aux méthodes de redressement choisies en considération des projets du pays, ou si ces dernières ont été, comme souligné par de nombreuses critiques, trop sévères et donc défavorables au rétablissement des finances publiques de la Grèce. Il s'agit donc de déterminer, à travers les nombreuses révisions des deux programmes d'ajustement économique, s'il y a eu renforcement, assouplissement ou maintien des exigences initiales envers la Grèce.

## Critique et débat sur l'application de l'austérité

Dès les premières ententes d'établissement de mécanismes d'austérité à travers le premier plan d'ajustement économique en Grèce, nous avons pu voir dans les médias une multitude de protestations à cet égard. La tension avait déjà monté au sein de la population lors des premiers efforts de réduction des dépenses gouvernementales, particulièrement en ce qui concerne les coupures budgétaires sur les pensions ainsi que les nombreuses mises à pied<sup>87</sup>. Plusieurs protestations avaient alors éclaté partout dans le pays, la population grecque s'opposant vivement aux décisions gouvernementales. Alors qu'il y a eu entente sur le premier plan d'ajustement économique avec la Troïka, les manifestations en Grèce contre l'austérité ont redoublé d'intensité et ont même pris une tournure violente à l'annonce des coupures et décisions qui allaient être prise afin de satisfaire les exigences et conditions du prêt<sup>88</sup>. La couverture médiatique sur la crise financière grecque n'a depuis cessé de relater le mécontentement de la population sur les mécanismes d'austérité. Au fil des mois depuis le premier plan d'ajustement, les médias n'ont pas cessé de critiquer ce type de méthode de redressement de la dette publique et de souligner le niveau d'opposition à celle-ci chez la population grecque. Aux dires des divers quotidiens économiques et financiers internationaux, l'austérité en Grèce est passée de sévère à draconienne, et ce, avec des résultats qualifiés parfois d'inexistants ou

---

<sup>87</sup> International Committee of the Fourth International [Portail web] *Strikes and demonstrations in Greece against austerity measures*, [En ligne], 19 décembre 2009, (<http://www.wsws.org/en/articles/2009/12/greed19.html>)

<sup>88</sup> Time World [Portail web], *Will Violent Protests Imperil Reform in Greece?*, [En ligne], mai 2010, (<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1987368,00.html>)

d'aggravants<sup>89</sup>. Il est intéressant de noter, lorsqu'on effectue une recherche dans les médias internationaux sur les programmes d'ajustements économiques, à quel point il y a peu d'informations disponibles sur l'assouplissement des programmes d'ajustement, alors qu'il est possible qu'il y a eu un certain degré de flexibilité de la part de la Troïka dans les exigences des conditions d'austérité.

La majorité de la couverture médiatique depuis le printemps 2010 n'a fait que graviter autour du renforcement de ces mesures, ainsi que du mécontentement de la population vis-à-vis cette sévérité. De plus, la position initiale sur l'austérité d'une partie de la population grecque n'a quant à elle jamais refait surface après les premières vagues des mécanismes d'austérité. Alors que certains approuvaient les sacrifices économiques à venir afin d'assurer une sortie de crise lorsque la Grèce était dans une situation précaire en 2010<sup>90</sup>, peu de temps s'est écoulé avant que l'on affirme que la population n'avait jamais souhaité ou approuvé les décisions gouvernementales quant à l'imposition de l'austérité<sup>91</sup>. Afin de pouvoir dresser un portrait juste et réel de l'évolution des mesures d'austérité en Grèce, il faut donc pour cela se pencher sur les deux programmes d'ajustements économiques du pays et examiner en détail l'évolution de ceux-ci.

---

<sup>89</sup> Le Devoir [Portail web], *De l'aide pour la Grèce en échange de plus d'austérité*, [En ligne], 4 juin 2011, (<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/324751/de-l-aide-pour-la-grece-en-echange-de-plus-d-austerite>)

<sup>90</sup> The Guardian [Portail web], *Greece needs austerity cuts, say people of Athens*, [En ligne], 16 février 2010, (<http://www.guardian.co.uk/business/2010/feb/16/athens-greek-austerity-measures>)

<sup>91</sup> Real News [Portail web], *The Greek people never agreed to the debt or austerity*, [En ligne], février 2012, ([http://therealnews.com/t2/index.php?option=com\\_content&task=view&id=31&Itemid=74&jumival=7435](http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=31&Itemid=74&jumival=7435))

## **Le premier programme d'ajustement économique**

Dans la deuxième partie de cette recherche, il a été question d'un bref aperçu de ce programme, et ce, afin de mieux comprendre et analyser la qualité des autres options offertes à la Grèce au début de l'année 2010. Afin d'évaluer l'évolution de ce programme d'ajustement, il faut dans ce cas se pencher sur les cinq révisions qui ont eu lieu entre mai 2010 et l'automne 2011. Les révisions sont effectuées, bien évidemment, par la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, dans le but de discuter des enjeux sur le programme d'ajustement ainsi que la conformité des actions de la Grèce envers les ententes établies.

### La première révision

Lors de la première révision en août 2010, le comité de la Troïka a souligné les efforts impressionnants de la Grèce quant à la consolidation budgétaire depuis l'instauration du programme d'ajustement économique. Selon eux, les résultats financiers du pays étaient largement conformes aux attentes du programme pour cette date, les critères pour juin 2010 au niveau budgétaire et fiscal ayant été respecté<sup>92</sup>. De nombreux progrès ont également été soulignés lors de cette révision en ce qui a trait à la réforme fiscale structurelle, particulièrement en ce qui concerne la mise en place de mesures contre l'évasion fiscale et les étapes réalisées afin d'obtenir un système centralisé pour la rémunération au secteur public. Toutefois, l'on note dans cette première révision de nouvelles inquiétudes sur divers risques pesant lourdement sur le pays, notamment au niveau de la stabilité financière dans le domaine bancaire. Lors de cette révision, il y a eu

---

<sup>92</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, First review- summer 2010*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 68, août 2010, p.8.

analyse des résultats du «test de stress» du Comité européen des superviseurs bancaires (CESB), principalement ce qui concerne la réduction de la valeur des titres utilisés comme garantie aux prêts sur marges<sup>93</sup>. Les banques grecques ont obtenu des résultats alarmants lors de cet exercice, avec une réduction de valeur des titres («valuation haircut») évaluée au triple de la moyenne européenne<sup>94</sup>. Devant ces résultats, il y a eu décision lors de cette première révision de prendre les mesures supplémentaires afin de surveiller cette situation chez les banques grecques, celles-ci n'ayant pas passé le test selon les critères du CESB. De plus, cette révision inclue des recommandations quant à l'application de restrictions budgétaires plus fermes lors de la seconde partie de l'année fiscale 2010-2011, étant donné le dérapage de certaines mesures lors de la première partie de cette année. En effet, la Troïka a noté l'absence de l'application de certains mécanismes du programme d'ajustement, par exemple la faible supervision du déficit des recettes et de la performance des gouvernements locaux. Selon la Troïka, il devient alors impératif que le gouvernement grec entreprenne des mesures correctives au niveau des lacunes soulignées lors de la révision, et ce, afin d'atteindre les objectifs de performances fiscales établis par le programme d'ajustement.

Après seulement une révision du plan d'ajustement économique en Grèce, il est possible d'entrevoir deux grandes lignes qui définissent l'interaction entre la Troïka et la Grèce au cours de l'assistance financière de ce dernier. Dans un premier temps, un imprévu sur la situation financière, fiscale et bancaire de la Grèce causera un ajustement

---

<sup>93</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, First review- summer 2010*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 68, août 2010, p.7.

<sup>94</sup> CEBS, *Aggregate outcome of the 2010 EU wide stress test exercise coordinated by CEBS in cooperation with the ECB*, CBS/ECB, 23 juin 2010, p.19. (<http://www.ft.com/intl/cms/4c0d2d10-9679-11df-9caa-00144feab49a.pdf>)

du plan en faveur d'une intervention du gouvernement grec envers la situation, et ce, à travers des révisions des exigences du programme. Bien que cela peut sembler comme un renforcement des mesures d'austérité, il reste qu'il est logique pour la Troïka de demander la mise en place de mesures correctives nécessaires afin de tenter, dans la mesure du possible, de rectifier les déviations aux prévisions établies dans le programme d'ajustement économique.<sup>95</sup> Dans un deuxième temps, un manquement à l'application des mesures prescrites par le programme va résulter en un rappel de la part Troïka pour de la mise en place de ces mécanismes, et ce, afin de parvenir aux objectifs initiaux de l'entente.

### Déficit gouvernemental

En ce qui concerne la deuxième révision qui a eu lieu en automne 2010, l'atteinte des objectifs ainsi que le respect des conditions de l'entente résultent au versement de la troisième tranche monétaire de l'assistance financière à la Grèce, soit un montant de 6,5 milliards d'euros. Cette somme exclue la somme de 2,5 milliards d'euros du FMI, l'organisation procédant à une seconde évaluation du pays selon l'accord de confirmation. Alors que la première révision dressait un portrait positif de la mise en place des mesures d'austérité, la révision de l'automne 2010 est nettement plus sombre sur la réalisation des objectifs pour la Grèce. Au niveau des politiques fiscales, il a été constaté lors de cette révision que l'objectif de redressement du déficit gouvernemental à 8 % du PIB ne serait pas atteint pour 2010, la prévision étant de 9,6 % du PIB, soit

---

<sup>95</sup> Note : La première version du programme d'ajustement économique incluse des prévisions et objectifs concernant plusieurs réformes (marché du travail, marché de produits, marché du secteur financier, etc.) Certaines de ces prévisions seront analysées dans les prochaines parties de cette section.

environ 3,8 milliards d'euros de plus<sup>96</sup>. Selon la révision, la combinaison du cycle électoral grec et la faiblesse des institutions dans ce pays seraient à l'origine de ce délai. Il est important de noter ici que ces deux facteurs clefs ne sont pas des enjeux réglables à court terme, la situation politique grecque en 2010 étant loin d'être stable de par la crise européenne et les réformes institutionnelles prenant beaucoup de temps à restructurer. Il n'y a toutefois pas eu d'ajustement à la baisse au niveau des objectifs de 2011 lors de cette rencontre en automne, mais plutôt un engagement des autorités grecques à redoubler d'effort afin de pallier cette différence pour 2010 et atteindre les objectifs de l'année suivante.

Il en va de même pour la troisième révision de février 2011 en ce qui concerne l'implémentation de cette politique fiscale. Après la tenue de la deuxième révision, le Parlement grec a voté sur le budget 2011 et le gouvernement a réaffirmé vouloir atteindre l'objectif du déficit gouvernemental de 7,6% du PIB dès cette année, malgré le dérapage pour l'année 2010<sup>97</sup>. En comparative, si l'objectif de 2010 avait été atteint, cela aurait signifié une réduction du déficit de 0,4 point de pourcentage. Le retard a toutefois causé, en février 2011, un renforcement des mesures fiscales afin de pallier la différence accumulée de 2 % du PIB. Ainsi donc, au niveau des mesures fiscales pour le déficit gouvernemental, l'on peut affirmer qu'il n'y a pas eu de renforcement des conditions lors des premières révisions sur le programme d'ajustement de la part de la Troïka, mais seulement un maintien des objectifs initiaux de ce plan. Certes, cela résulte en bout de

---

<sup>96</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Second review- autumn 2010*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 72, décembre 2010, p.10.

<sup>97</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Third review- winter 2011*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 72, février 2011, p.19.

ligne en un renforcement des mesures d'austérité, mais il est capital de ne pas confondre l'origine de ce renforcement. L'intensification des mécanismes d'austérité ne résulte pas d'une demande d'un objectif plus sévère sur le déficit gouvernemental de la part des bailleurs de fonds, mais bien d'une demande de maintien des objectifs initiaux.

Toujours au niveau du déficit gouvernemental, il y a eu observation lors de la quatrième révision que sans un ajustement du programme économique, le gouvernement grec se devrait alors de renforcer la restructuration fiscale afin d'atteindre l'objectif de 2011, et donc une diminution du déficit gouvernemental de 3 % du PIB<sup>98</sup>. Ainsi donc, une stratégie fiscale à moyen terme a donc été établie, avec comme objectif pour le gouvernement de réduire le déficit à 2,5% du PIB pour 2014, et ce, à travers l'établissement de plafonds de dépenses par ministère. Il est intéressant de noter ici qu'il s'agit d'un objectif de consolidation fiscale en parallèle à l'objectif fiscal de 2011, et donc l'on retrouve dans cette révision le même engagement du gouvernement à renforcer les réformes structurelles à ce niveau<sup>99</sup>. Ce n'est qu'à la dernière révision de ce premier programme d'ajustement économique qu'il y a constat officiel que l'atteinte de l'objectif de 2011 n'est plus une option viable. Il y a estimation en octobre 2011 que le déficit sera entre 8,5 % et 9 % vers la fin de l'année fiscale, ce qui constitue un large écart avec les prévisions de 7,75 % du PIB pour 2011.<sup>100</sup> Il y a donc eu à la révision d'octobre 2011 un consensus sur des ajustements à apporter sur les mesures d'austérité pour le déficit gouvernemental. Étant donné la trop courte période de temps pour effectuer des coupures

---

<sup>98</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Fourth review- spring 2011*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 82, juin 2011, p.2.

<sup>99</sup> *The Economic Adjustment Programme for Greece, Fourth review*, p.19.

<sup>100</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Fifth review- October 2011*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 87, octobre 2011, p.24.

dans les dépenses pour l'atteinte du taux de déficit prévu, il a été convenu qu'un délai supplémentaire soit accordé à cet égard, soit jusqu'au premier trimestre de 2012. Selon cette révision, l'absence d'un ajustement aurait forcé le gouvernement grec à tenter d'imposer un niveau de taxe insoutenable pour les agents économiques du pays.

Au niveau de cette composante du programme d'ajustement économique, il est possible de conclure que l'absence d'ajustement quant à l'objectif initial du déficit gouvernemental démontre un certain degré de rigidité et de persévérance de la part de la Troïka et du gouvernement grec. Cette composante du plan est un très bon exemple afin de démontrer l'inexactitude des rapports des médias internationaux décrivant les mesures d'austérité en Grèce. En effet, il a été souvent question depuis l'instauration du premier programme de «nouvelles mesures d'austérités» en Grèce, affirmant que la Troïka imposait des mécanismes de plus en plus draconiens en changeant les conditions du prêt<sup>101</sup>. Alors qu'il est vrai qu'il y a un renforcement et une continuité sur l'application des mesures d'austérité, la base des critiques demeure fausse car elle sous-entend qu'il y a eu changement des objectifs de redressement. Dans le cas du déficit gouvernemental, il ne s'agit pas de nouvelles mesures mais bien d'une plus forte application de celles-ci, et ce, afin de corriger le dérapage ou la non application de ces dernières dans le trimestre précédant la révision.

#### Flexibilité et ajustements aux dernières révisions du programme

Alors que très peu d'ajustements se sont faits lors des premières révisions du programme d'ajustement économique, l'on dénote qu'il y a eu une plus grande flexibilité

---

<sup>101</sup> Reuters [Portail web], *New threat to bailout as Greek right rejects more austerity*, [En ligne], 14 novembre 2011, (<http://www.reuters.com/article/2011/11/14/us-greece-idUSTRE7AD0PT20111114>)

lors des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> révisions en 2011. Par exemple, il y a eu un ajustement à la baisse concernant le secteur de l'emploi public lors de la quatrième révision en juillet 2011. Les coupures au niveau du recrutement ainsi que les mises à pied au sein de la fonction publique ont été des sujets chaudement discutés dans les médias depuis l'instauration du programme d'ajustement. Malgré une épargne de 600 millions d'euros, les coupures fixées au ratio de 20 % ont causé de nombreuses manifestations en Grèce<sup>102</sup>. Alors que l'objectif lors de la troisième révision était d'atteindre une diminution de 20 % de la fonction publique à la fin de l'année 2013<sup>103</sup>, le délai pour atteindre ce ratio a été repoussé à 2015 lors de la quatrième révision en juillet 2011<sup>104</sup>. Bien que cela puisse sembler comme un ajustement minime et ne diminue pas le nombre final de licenciements, il reste qu'un délai supplémentaire de deux ans crée un certain degré de soulagement sur les procédures de mises à pied. Dans les dernières révisions, une autre démonstration de cette flexibilité est l'accord des changements de la durée du prêt à la Grèce à travers le Fonds européen de stabilité financière. Alors que cette décision fait également partie des critères du deuxième programme d'ajustement économique, la décision d'accorder un délai supplémentaire sur le prêt à été faite en octobre 2011<sup>105</sup>. Il a été décidé lors de cette dernière que la durée du prêt passerait de 7,5 ans à un minimum de 15 ans et un maximum de 30 ans pour le remboursement, avec une période de grâce de

---

<sup>102</sup> Bloomberg [Portail web], *Greeks on Strike Against Papandreou Job Cuts as 20,000 March to Parliament*, [En ligne], 5 octobre 2011, (<http://www.bloomberg.com/news/2011-10-04/greeks-strike-against-papandreou-job-cuts.html>)

<sup>103</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Third review- winter 2011*, Economic and Financial Affairs, Occasionnal paper 72, février 2011, p.24.

<sup>104</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Fourth review- spring 2011*, Economic and Financial Affairs, Occasionnal paper 82, juin 2011, p.85.

<sup>105</sup> European Economy – European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece, Fifth review- October 2011*, Economic and Financial Affairs, Occasionnal paper 87, octobre 2011, p.17.

10 ans.<sup>106</sup> De plus, le taux d'intérêt sur le prêt est maintenu au taux de 3,5 %. Cet ajustement positif pour la Grèce constitue l'un des plus grands allègements en ce qui concerne les conditions de l'assistance financière.

### **Le deuxième programme d'ajustement économique**

Comme il a été mentionné dans la deuxième partie de cette recherche, la majorité de ce programme consiste à des ajustements et modifications aux objectifs fixés lors du premier programme.<sup>107</sup> La croissance économique et le rétablissement de la compétitivité étaient des objectifs prioritaires de ce premier programme et ceux-ci ont conservé leurs priorités dans l'établissement du second plan. Il est intéressant de se pencher sur ces missions du plan de par leur évolution au cours des deux révisions du programme discuté. Dans l'établissement du second programme d'ajustement, il est spécifié que la croissance et la compétitivité demandent l'implémentation de changements structurels profonds, notamment à travers la libéralisation de la main-d'œuvre des produits et des services. En procédant à une plus grande ouverture vers le marché et la suppression des dernières barrières à l'échange, il serait possible de pallier cet écart de compétitivité et favoriser la croissance durable. Il est mentionné dans le programme que ces efforts dans cette direction prendront un certain temps avant d'obtenir les résultats escomptés, demandant ainsi

---

<sup>106</sup> Note: Alors que la condition d'échéance du prêt (maximum) assure le remboursement du prêt dans les délais prévus par les bailleurs de fonds, la condition du minimum de 15 ans assure une reprise progressive, favorisant l'implémentation de réformes stables dans l'économie grecque. Il est possible de supposer que la Troïka, dans son évaluation du redressement de la situation de la Grèce, a estimé que ce nombre d'années serait la période minimale afin que le gouvernement grec puisse effectuer un remboursement sans endommagement pour l'économie, ne ruinant pas ainsi les efforts de la Troïka dans un remboursement hâtif.

<sup>107</sup> Note : Débutant le 14 mars 2012, le deuxième programme d'ajustement économique pour la Grèce a eu comme objectif d'ajuster certains objectifs du premier programme, et ce afin d'augmenter l'efficacité de l'assistance financière en Grèce par la Troïka et de faciliter le redressement économique de ce pays.

European Economy – European Commission, *The Second Economic Adjustment Programme for Greece, March 2012*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 94, mars 2012, p.1.

certaines actions à court terme comme la diminution des salaires nominaux afin combler l'écart de compétitivité<sup>108</sup>. Lors de la première révision de ce deuxième programme en décembre 2012, le gouvernement grec s'est engagé à poursuivre des réformes en ce sens afin d'offrir une solide base pour la croissance économique du pays. Il est noté dans cette révision que la situation économique en 2012 a faite en sorte qu'il y a eu quelques délais quant aux décisions sur les réformes salariales de par la longue période électorale du pays.<sup>109</sup> Après les mesures instaurées à travers les premier et second programmes, il a été possible lors de cette révision d'observer que les changements au niveau de ce type de réformes avaient fait en sorte que les coûts de production avaient diminué, et ce à travers une baisse des salaires dans le pays. Toutefois, cette diminution n'a pas engendré une diminution des coûts de ventes au détail, et ainsi donc n'a pas eu d'effet sur la compétitivité<sup>110</sup>. Le même scénario s'est reproduit lors de la deuxième révision de ce programme, les efforts au niveau des réformes salariales n'ayant pas ou peu affecté les coûts des produits au détail<sup>111</sup>. Il a donc été convenu, une fois de plus, que le gouvernement grec interviendrait à ce niveau en continuant la réforme salariale, et ce, afin que la réduction des coûts de production puisse créer un impact positif sur la compétitivité et la croissance du pays.

---

<sup>108</sup> European Economy – European Commission, *The Second Economic Adjustment Programme for Greece, March 2012*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 94, mars 2012, p.109.

<sup>109</sup> Note : Étant donné l'inactivité politique en Grèce pendant la première partie de l'année, il y a du avoir lors de cette même révision un renouvellement de plusieurs objectifs. Vu qu'il n'y a pas eu en Grèce de vainqueur évident en mai 2012 lors des élections, la période électorale s'est prolongé afin qu'il y est une double-élection, retardant ainsi l'application du deuxième programme d'ajustement économique. Dimitrakopoulous, D., *The Greek election of 2012 and Greece's Future in the eurozone*, European Policy Analysis, Juin 2012, Vol 7, p.2. ([http://www.sieps.se/sites/default/files/Sieps\\_2012\\_7epa.pdf](http://www.sieps.se/sites/default/files/Sieps_2012_7epa.pdf))

<sup>110</sup> European Economy – European Commission, *The Second Economic Adjustment Programme for Greece - First review, December 2012*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 123, décembre 2012, p.46.

<sup>111</sup> European Economy – European Commission, *The Second Economic Adjustment Programme for Greece - Second review, May 2013*, Economic and Financial Affairs, Occasional paper 123, mai 2013, p.42.

En observant cet engagement ainsi que la persistance de la Troïka et du gouvernement grec envers la réforme salariale du pays, il est possible de comprendre pourquoi cette voie a causé autant de manifestations négatives chez la population grecque et dans les médias<sup>112</sup>. La réforme salariale en Grèce ainsi que les efforts prodigués à cet effet sont loin d'être une exception aux programmes d'ajustement économique, la persévérance envers les objectifs initiaux décrivant de nombreux critères de ces programmes. Alors que les médias internationaux n'ont cessé de publier des articles sur le renforcement des mesures d'austérité, l'on doit conclure par une analyse de la majorité des conditions que cela n'est pas le cas, mais plutôt d'une continuation de l'application de ces mesures préétablies<sup>113</sup>. Il est possible d'argumenter qu'une extension de l'application des mesures d'austérité dans le temps, sans ajustement à la baisse dans les objectifs, constitue en soi un renforcement de celles-ci, de par le retard qui s'accumule au fil des trimestres.<sup>114</sup> Toutefois, selon les attentes préétablies entre la Troïka et la Grèce, il est cohérent que ces deux parties souhaitent continuer dans la même voie jusqu'à l'obtention de résultat, et ce même advenant des délais dans l'application des réformes.

Afin d'avoir un portrait global des ajustements qui ont été fait lors des diverses révisions et qui sont analysés dans cette recherche, voici un tableau sommaire de l'évaluation d'éléments clefs des programmes d'ajustement économique:

---

<sup>112</sup> Guardian [Portail web], *Greeks face further wage cuts as price of latest bailout*, [En ligne], février 2011, (<http://www.guardian.co.uk/business/2012/feb/21/greeks-face-further-wage-cuts-bailout>)

<sup>113</sup> Financial times [Portail web], *Greece seeks two-year austerity extension*, [En ligne], 14 août 2014, (<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/979cd2f4-e635-11e1-ac5f-00144feab49a.html#axzz2XWcFU8MB>)

<sup>114</sup> Note : De par le maintien des objectifs initiaux, l'on assiste à un renforcement \*\*\*\*\* voir si l'on parle de maintien des objectifs et non du prolongement. Car si maintenant, le gap est tjr plus grand a combler, donc demande plus pour même objectif, plus d'austérité.

**Tableau 1 : Évaluation d'éléments clefs des programmes d'ajustement économique**

Évaluation d'éléments clefs des programmes d'ajustement économique			
Premier programme d'ajustement			
Critère	Révision	Évaluation	Ajustement
Supervision du déficit des recettes	1 <sup>ère</sup> révision (août 2010)	Faible supervision, menant à très peu d'amélioration à ce niveau	<b>Maintien de l'objectif</b> Recommandations quant à l'application de mesures de supervision supplémentaires
Performance des gouvernements locaux	1 <sup>ère</sup> révision (août 2010)	Dérapage dans les objectifs budgétaires dans la 1 <sup>ère</sup> partie de l'année	<b>Maintien de l'objectif</b> Recommandations quant à l'application de restrictions budgétaires plus fermes lors de la seconde partie de l'année fiscale
Déficit gouvernemental	2 <sup>ème</sup> révision (décembre 2010)	Divergence de l'objectif de 1,6% (PIB)	<b>Maintien de l'objectif</b>
	3 <sup>ème</sup> révision (février 2011)	Divergence de l'objectif de 1,6% (PIB)	<b>Maintien de l'objectif</b> <sup>1</sup>
	4 <sup>ème</sup> révision (juillet 2011)	Divergence de l'objectif de 3% (PIB)	<b>Maintien de l'objectif</b> Nouvelle stratégie fiscale (moyen terme) pour réduire le déficit gouvernemental
	5 <sup>ème</sup> révision (octobre 2011)	Divergence estimée entre 0.75% et 1.25% (PIB) pour la fin de l'année 2011	<b>Délai accordé pour atteinte de l'objectif</b> Extension jusqu'au premier trimestre de 2012
Coupures d'emplois dans le secteur public	1 <sup>ère</sup> révision - 3 <sup>ème</sup> révision (août 2010 - février 2011)	Difficultés à atteindre l'objectif fixé à une diminution de 20% de la fonction publique	<b>Maintien de l'objectif</b>
	4 <sup>ème</sup> révision (juillet 2011)	Idem	<b>Délai accordé pour atteinte de l'objectif</b> Extension jusqu'en 2015
Prêt à la Grèce à travers le Fonds européen	5 <sup>ème</sup> révision (octobre 2011)	Aucune information sur l'évaluation disponible.	<b>Délai accordé pour atteinte de l'objectif</b> Extension du prêt à 15 ans minimum et 30 ans maximum, avec taux d'intérêt équivalent (3,5%)
Deuxième programme d'ajustement			
Réforme sur la production des biens	1 <sup>ère</sup> révision (décembre 2012)	Faible diminution des coûts de productions Délais sur décisions sur les réformes salariales (Cause : longue période électorale du pays)	<b>Maintien de l'objectif</b>
	2 <sup>ème</sup> révision (mai 2013)	Idem	<b>Maintien de l'objectif</b> Recommandations quant à l'application de mesures de réduction de coûts supplémentaires

<sup>1</sup>Prise de décision par le Parlement grec, suite au vote sur le budget 2011, de fixer l'objectif à 7,6% du PIB pour 2011, créant ainsi une divergence de 2% du PIB. Il ne s'agit pas d'un renforcement décidé par la Troïka et dans la deuxième révision, il y a maintient de l'objectif initial de 8% du PIB.

## **Conclusion sur l'évolution des programmes**

De par l'analyse de certaines conditions des deux programmes d'ajustement économique, et il possible de tirer certaines conclusions quant aux ajustements qui ont été fait à travers les révisions, en comparaison à la couverture médiatique sur ces derniers. Comme mentionné précédemment, le manquement du gouvernement grec dans l'application des réformes engendre un rappel du groupe de la Troïka dans l'application de celles-ci, ainsi qu'un renforcement des mesures d'ajustement dans certains cas afin d'atteindre l'objectif initial fixé. Selon les conditions préétablies, Il apparait illogique d'espérer un relâchement des conditions du prêt lors des premières révisions des programmes, une flexibilité qui a toutefois été très demandée dans les médias. Dans certains cas, comme celui du déficit gouvernemental, le gouvernement grec se doit de redoubler d'effort afin de tenter de parvenir aux objectifs du programme. Une flexibilité de la part de la Troïka lors des premières révisions aurait un effet pervers sur le remboursement du prêt par la Grèce, allant à l'encontre du but initial de l'assistance financière sous conditions. Un assouplissement des conditions liées à l'assistance financière chez la Grèce diminuerait grandement les incitatifs au redressement économique dans ce pays, étant donné l'absence de répercussions négatives en cas de non-application des réformes.

Selon moi, il est logique qu'il y ait eu maintien des objectifs initiaux et encouragements à poursuivre les efforts envers ceux-ci, cela favorisant le remboursement du prêt et forçant la Grèce vers un redressement sur la période de temps prévue. Alors qu'il y a eu quelques ajustements au cours des révisions, ces derniers ont passé inaperçus

dans la vague d'impopularité des mesures d'austérité. Je supporte la position selon laquelle la persévérance du gouvernement grec et de la Troïka envers les objectifs initiaux aura des effets positifs sur la situation économique du pays, car les efforts en ce sens permettront un redressement vers une croissance durable. Alors que cette persévérance peut se traduire à un renforcement des mécanismes d'austérité, il reste que les accusations dans la couverture médiatique internationale sur ambitions austères de la Troïka sont fausses, le groupe n'ayant jamais changé de cap sur les conditions de l'assistance financière.

## **Conclusion**

Comme mentionné précédemment, la critique est aisée lorsque vient le temps d'analyser les méthodes d'interventions en Grèce pendant la crise. Toutefois, de par la situation économique et financière de ce pays avant les débuts de cet évènement, les options étaient très limitées et peu attirantes, une solution miracle à cette problématique n'existant pas. Malgré tout, il a été possible de voir, à travers les différentes approches des sections de cette recherche, que le chemin choisi par la Grèce et la Troïka s'est avéré un choix judicieux et comportant le moins de conséquences économiques négatives pour les deux partis. La première section de cette recherche confirme l'hypothèse que le choix de l'assistance financière sous conditions est une suite cohérente et logique aux engagements antérieurs de l'UME. Il est possible d'arriver à la conclusion qu'il y a une continuité sensée à travers les politiques économiques et fiscales, et ce à travers le suivi du modèle économique du néolibéralisme dans les priorités et les approches utilisés par l'UME. L'analyse des différentes options pour la Grèce lors du point tournant de 2010 renforce l'hypothèse de cette recherche, cette section confirmant que les autres options possibles pour ce pays étaient désavantageuses en comparative. Bien que le choix de l'assistance financière sous conditions comporte des désavantages, l'analyse des options de défaut de paiement complet sans/avec sortie de la zone monétaire nous démontre que cette décision est préférable à moyen et long termes pour le redressement du pays. Bien qu'il a été démontré dans cette recherche que les deux autres options possibles pour la Grèce auraient offert un soulagement financier à court terme, les conséquences de celles-

ci à plus long terme auraient signifié un faible redressement et peu de croissance durable chez cet État.

Suivant l'analyse de la validité du choix de la Grèce et de la Troïka, cette recherche a tenté de porter une certaine lumière sur un aspect très critiqué dans les médias depuis cette décision, soit l'évolution des programmes d'ajustement économique. De par l'analyse de certains éléments clefs aux deux programmes, cette recherche vient à la conclusion qu'il n'y a pas eu existence du renforcement sévère proclamé dans les médias, les révisions procédant plutôt au maintien des objectifs initiaux. De plus, il est possible de dénoter à travers cette analyse qu'il y a eu un assouplissement quant au délai accordé pour l'atteinte de certains objectifs, prouvant ainsi l'existence d'un degré de flexibilité à travers les révisions des programmes. Étant donné l'importance de la critique contre les mesures d'austérité en Grèce et les mesures de redressement soutenu par la Troïka, j'espère que ce mémoire contribuera à une réflexion plus impartiale de l'évolution des conditions de l'assistance financière de ce pays au cours des dernières années.

En considérant les remous chez la population grecque causée par les programmes d'ajustement et la critique internationale sévère envers les conditions de l'assistance financière, n'aurait-il pas été avantageux pour la Troïka d'axer ses relations publiques en ce sens? Bien qu'il est peu probable que la justification du maintien des objectifs initiaux et que la dénonciation d'une sévérité non fondée dans les médias puissent apaiser la population en Grèce, ces actions n'auraient-elles pas diminué l'ardeur des protestations contre l'austérité? Il est permis de croire que, sans l'appui des médias et nombreux

chroniqueurs internationaux, la réaction de la population et de l'élite grecque aurait été diminuée à certains égards depuis l'assistance financière de 2010.

## Bibliographie

### Ouvrages

Aguirre, A., *Neoliberal Globalization, Urban Privatization, and Resistance*, Social Justice, 2006, Vol 33 (3).

Barkbu, B., Eichengreen B., et Mody, A., *Financial crises and the multilateral response: What the historical record shows*, Journal of International Economics, 2012, Vol 88

Bolton, P. et Olivier, J., *Sovereign default risk and bank fragility in financially integrated economies*, IMF Economic Review, Juin 2011, Vol 59 (2).

Broner, F., and Ventura, J., 2011, *Globalization and Risk Sharing*, Review of Economic Studies, Vol. 78, (1).

Callinicos, A., *Contradictions of austerity*, Cambridge Journal of Economics, 2012.

Christodoulakis, N., *Grexit to growth: on fiscal multipliers and how to end recession in Greece*, National Institute Economic Review, mai 2013.

Gennaioli, N., Martin, A., et Rossi, S., *Sovereign Default, Domestic Banks and Financial Institutions*, Universitat Pompeu Fabra, 2010.

Hall, P., et Taylor, R., *Political Science and the Three New Institutionalisms*, Political Science Departmen, Harvard University, Juin 1996.

Jervis, R., *Realism, Neoliberalism, and Cooperation, Understanding the debate*, International Security, Vol. 24 (1).

Jobert, B., *Le tournant néolibéral en Europe*, Politix, 1996, Vol 9 (34).

Jones, D., *Masters of the Universe, Hayek, Friedman, and the birth of Neoliberal politics*, Princeton University Press, Princeton, 2012.

Ladi, S., *The Eurozone Crisis and Austerity Politics: A Trigger for Administrative Reform in Greece?*, Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe, London School of Economics and Political Science, avril 2012.

Moschovis, G. & Servera, M., *External imbalances of the Greek economy: the role of fiscal and structural policies*, European Commision, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, 2009, Vol.5, No. 6.

Mulhearn, C., *The Euro : Its Origins, Developments, and Prospects*, Cheltenham, 2008.

Porzecanski, A., *Behind the Greek default and restructuring of 2012*, Munich Personal RePEc Archive, septembre 2012.

Reinhart C.M, Reinhart, V., et Rogoff K., *Public Debt Overhangs: Advanced Economy Episodes Since 1800*, Journal of Economic Perspectives, 2012, Vol 26 (3).

Ronaldo, M., *Neoliberalism and Politics, and the Politics of Neoliberalism, A Critical Reader*. London: Pluto Press., 2005.

Saad-Filho, A. et Johnston, D., *Neoliberalism: A Critical Reader*, Pluto, London, 2004, p.12

Serban, R., *The EU labour market – between interventionism and neo liberalism*, Romanian Economic Journal, Juin 2007.

Tsafos, N., *Beyond Debt; The Greek Crisis in Context*, CreateSpace, North Charleston, 2013.

Thorsen, D., Lie, A., *What is neoliberalism?*, Department of Social Science, University of Ohio.

## **Portails web**

### **Financial Times**

Future generations will curse us for cutting in a slump  
The austerity debate,  
Eurozone, if Greece goes  
Greece seeks two-year austerity extension

### **Bloomberg**

Greece deficit Revised to Largest in EU as debt Tops Italy's  
Europe's Fragile Banks  
Greece can default without exiting euro, Cochran says  
What a Return to the Drachma Really Looks Like  
Greeks on Strike Against Papandreou Job Cuts as 20,000 March to Parliament

### **The Guardian**

Greece needs austerity cuts, say people of Athens  
Greeks face further wage cuts as price of latest bailout

### **BCC Business News**

Can Greece learn the economic lessons Argentina missed?  
Greece warned on false euro data

### **Le Figaro**

Défaut grec, deux enjeux, cinq arbitres  
De l'aide pour la Grèce en échange de plus d'austérité

### **The Economist**

Revisiting Reinhart- Rogoff  
John Maynard Keynes - Great Economists Series

### **New York Times**

Expert say default would mean eviction

### **News Business**

S&S declares Greek 'selective default, after bailout  
Will Violent Protests Imperil Reform in Greece

### **Portails web**

#### **European Economy – European Commission**

Financial assistance to Greece  
Report on greek government deficit and debt statistics  
The Economic Adjustment Programme for Greece  
The Second Economic Adjustment Programme for Greece, March 2012  
The Economic Adjustment Programme for Greece, First review- summer 2010  
The Economic Adjustment Programme for Greece, Second review- autumn 2010  
The Economic Adjustment Programme for Greece, Third review- winter 2011  
The Economic Adjustment Programme for Greece, Fourth review- spring 2011  
The Economic Adjustment Programme for Greece, Fifth review- October 2011  
The Second Economic Adjustment Programme for Greece - First review,  
December 2012  
The Second Economic Adjustment Programme for Greece Second review, May  
2013  
Lisbon Strategy for growth and jobs – How does it work  
Lisbon Strategy for growth and jobs - What is it.

#### **European Financial Stability Facility**

About EFSF

#### **European Central Bank**

Economic Policy  
Eurogroup statement  
Fiscal data revision in Europe

#### **Oxford Economics**

Is Greece heading for default?

#### **Trading economics**

Greece exports

**Reuters**

What happens if Greece defaults,  
New threat to bailout as Greek right rejects more austerité